

Cycle de  
Réflexion sur  
l'Histoire des  
Pensées



*Atelier de Méthodologie et  
d'Épistémologie*

## ***La domination des économistes. Éléments d'interprétation***

*Conférence de Frédéric Lebaron*

Véronique Meuriot & Guillaume Lacquement (eds)

## ***La domination des économistes – Éléments d'interprétation***

*Frédéric Lebaron, sociologue*

Ce thème est assez central dans mes travaux depuis plus de deux décennies, et cette invitation me permet de faire un bilan, tout en me projetant vers le futur. Il y a encore beaucoup à faire sur ce domaine.

Mon intervention va bien s'inscrire dans le cadre des ateliers avec une dimension épistémologique et aussi une dimension méthodologique (je vais insister sur la méthodologie d'enquête) et une dimension de sciences sociales que je vais mobiliser sur le thème de la domination des économistes dans nos sociétés.

Première observation : la centralité des économistes dans l'espace public.

On l'a vu il n'y a pas très longtemps avec les mobilisations pétitionnaires intenses lors d'un projet de loi emblématique du quinquennat de François Hollande, à savoir le projet de loi puis la loi El Khomri: un appel initié par Jean Tirole, Pierre Cahuc et d'autres, un autre appel de Thomas Piketty, l'appel des Atterrés et toute une série de mobilisations collectives. Plus récemment, lors de l'élection présidentielle, on a également vu une très forte mobilisation des économistes ; je pourrais d'ailleurs reprendre à peu près les mêmes noms, le périmètre n'est pas très différent : par exemple Thomas Piketty a été très présent dans la campagne de Benoît Hamon, il y a eu un appel de quarante économiste pour Emmanuel Macron, il y a eu une forte mobilisation d'économistes du côté de Jean-Luc Mélenchon et aussi bien sûr François Fillon et d'autres candidats.

Ce n'est pas un phénomène inhabituel et ponctuel, ni purement anecdotique, et c'est pour cela que je commence avec cette observation. Et ce n'est pas non plus spécifiquement français. Les économistes sont un groupe professionnel fortement mobilisé d'un point de vue collectif, et en particulier en comparaison avec d'autres disciplines. Cette mobilisation collective est en quelque sorte structurelle, permanente et à différents niveaux (du local au plus global) et dans différentes arènes (différents secteurs de l'action publique, différents secteurs d'activité ou différents champs).

Cette mobilisation prend des formes institutionnalisées dont on ne trouve pas d'équivalent dans les autres disciplines (par comparaison avec l'ensemble des autres disciplines ou de certaines autres disciplines, selon la perspective). Fait frappant, par exemple, le caractère institutionnalisé de l'expertise économique au sein de l'État : le Conseil d'Analyse Économique depuis 1997, mais avant cela on a eu (et on a toujours) une forte présence des économistes au sein de l'INSEE (une partie des administrateurs), au sein de la Direction de la Prévision c'est-à-dire au cœur du ministère des Finances, rattachée aujourd'hui à la Direction du Trésor, au cœur de l'action étatique. Là encore ce n'est spécifiquement français : lors de la création du CAE en 1997 autour de Pierre-Alain Muet, sous Jospin, on faisait référence au

*Council of Economic Advisors*. Et lorsqu'on parle de l'Allemagne, on parle du Conseil des cinq Sages.

C'est un phénomène qui, s'il n'est pas universel, est en tout cas très général : l'institutionnalisation de l'expertise économique dans l'espace public. Au point qu'on peut dire aujourd'hui qu'il est peu de secteurs de l'action publique, et peu de domaines, sur lesquels les économistes n'interviennent pas. Ce qui renvoie évidemment à l'expansion de la discipline économique – certains vont dire l'*impérialisme* économique – à différents domaines d'activité (aucun n'y échappe véritablement).

C'est un phénomène transnational, c'est aussi un phénomène de longue durée. Une référence s'impose sur le sujet : Marion Fourcade qui a fait un travail un peu parallèle au mien dans une perspective plus macrosociologique et plus comparative, aux États-Unis. Elle a publié en 2010 le résultat de ses investigations sous le titre *Economists and Societies*, un livre vraiment fondamental qui réfléchit à cette question de la place très importante des économistes en particulier dans la société américaine par comparaison à d'autres sociétés nationales où elle est peut-être un peu moins omniprésente et institutionnalisée, même si elle l'est aussi d'une autre façon : c'est le cas dans le contexte français où elle est plus liée à l'État, ou dans le contexte britannique où elle est plus liée aux élites économiques, du point de vue historique.

Ce qui est frappant aussi, et un peu troublant, en tout cas pour moi quand j'ai commencé à travailler sur la sociologie des économistes, c'est le fait que finalement ce domaine est assez peu étudié. Vous allez me dire qu'il y a les travaux d'histoire de la pensée économique qui jusqu'à une date assez récente étaient vraiment centrés sur les auteurs et sur une analyse très interne des œuvres des grands économistes, de l'histoire jusqu'à aujourd'hui. On s'est un petit peu plus focalisé sur les auteurs contemporains (en décembre, j'ai par exemple participé à un colloque sur Edmond Malinvaud). Ce qui persiste tout de même en histoire de la pensée économique c'est une approche plutôt interne des œuvres et assez peu finalement d'approches de sociologie historique, ou d'histoire sociale, de la production des connaissances économiques, de la transformation du groupe professionnel des économistes et des controverses économiques. Autant de thèmes qui pourtant ce sont beaucoup développés en même temps en histoire des sciences, en sociologie des sciences dans le domaine des *science and technology studies*, au point de constituer vraiment un vaste champ de recherche aujourd'hui. Les économistes sont restés un petit peu à l'écart jusqu'à une date relativement récente. Dans la période récente, le livre de Marion Fourcade marque, je pense, un point de bifurcation notable. Mais il y a aussi le développement de communautés de recherche de plus en plus denses autour de la question. On peut illustrer cela par les activités du cercle d'épistémologie économique animé par Annie L. Cot à Paris 1.

La question principale que je vais traiter ce matin c'est au fond celle de *comment établir et interpréter la position dominante des économistes non pas seulement dans les sciences sociales mais plus largement dans nos sociétés*. Je pense que la discussion nous permettra de revenir sur la spécificité de l'économie par rapport aux autres sciences sociales, qui n'est pas véritablement l'angle sous lequel j'ai abordé la question ce matin, même si cette question est impliquée par ce que je vais dire. Je vais m'interroger sur les logiques sociales qui président à

cette position dominante, et en particulier les logiques institutionnelles, y compris les logiques académiques bien sûr. Mais aussi, et j'insisterai pas mal sur ce point, les logiques discursives. Je pense que l'une des caractéristiques de l'économie, c'est de s'imposer par le discours, par une forme d'autorité que j'appelle (ce n'est pas vraiment un néologisme mais plutôt une tentative de formulation, que je partage avec Thierry Guilbert) socio-discursive : une autorité socio-discursive spécifique. Et puis je vais essayer de réfléchir sur les causes de cette domination et ses conséquences.

Je vais principalement m'appuyer sur mes recherches empiriques personnelles dans une période récente. C'est une logique des carrières académiques. J'ai encadré des thèses sur des sujets proches et j'en ferai un petit peu état d'autant qu'elles sont souvent des points d'appui plus spécifiques sur des enjeux disciplinaires particulièrement actuels. Je pense par exemple à la thèse d'Arthur Jatteau sur les expérimentations aléatoires en économie et l'ascension du J-PAL<sup>1</sup> autour d'Esther Duflo dans le domaine de l'épistémologie économique.

Puisque c'est un atelier méthodologique, j'ai pensé qu'il était important de partir tout de suite de ce point de vue très particulier qu'est celui du sociologue sur la science économique, très particulier au sens où j'essaie de cumuler toutes les démarches classiques de l'enquête sociologique. Je commence par l'enquête ethnographique, l'observation directe (je fais des observations de colloques, de réunions y compris parfois en tant qu'acteur), je prends beaucoup de notes. Il y a un petit peu cette idée que lorsqu'on fait de l'ethnographie on ne s'arrête jamais. J'ai l'impression de ne jamais mettre arrêté du fait de ma propre vie, de ma carrière, etc. d'avoir été amené à explorer différents sous-espaces de la discipline que j'avais analysés de manière un peu plus distanciée au début et sur lesquels j'ai pu accumuler pas mal d'éléments ethnographiques.

L'enquête ethnographique est en arrière-plan, mais elle est très importante pour moi. Je tiens vraiment à le dire parce qu'il y a toute une série de choses qu'on ne comprend pas si on n'a pas cela en tête. Je fais beaucoup de travail sur documents, je lis beaucoup de textes d'économistes ; peut-être que la particularité de ma démarche est de ne pas me contenter de lire des articles scientifiques (ce que je fais bien sûr), des articles publiés dans des grandes revues d'économie (ou des petites revues d'économie d'ailleurs), mais aussi de lire des blogs, toutes sortes de contenus textuels, des prises de position bien sûr. Je m'intéresse beaucoup aux prises de position des économistes. Les textes de pétition par exemple, font parties des textes que je lis de manière assez intensive parfois pour en faire l'étude, y compris l'étude quantitative avec des outils comme la lexicométrie, des outils quantitatifs d'analyse textuelle. J'ai fait beaucoup d'entretiens, un petit peu moins dans une période récente tout simplement parce que c'est un petit peu plus compliqué pour moi d'arriver auprès des collègues, neutre, en leur disant « voilà, j'enquête ». C'est plus facile de faire de l'ethnographie à couvert, c'est-à-dire sans le dire. Il m'est arrivé d'en faire quand même, notamment à la Banque Centrale Européenne, mais aussi dans l'univers académique – parfois cela prend la forme d'entretiens un peu plus journalistiques parce que cela donne lieu à publication par exemple : j'ai interviewé Thomas Piketty pour *Savoir/Agir*, mais c'était aussi un peu pour moi un entretien sociologique. Et puis j'utilise aussi beaucoup les méthodes statistiques d'enquête, en

---

<sup>1</sup> Laboratoire fondé par Esther Duflo. « Poverty Action Lab ».

particulier l'analyse des données ; je vais y revenir puisqu'une bonne partie de mes travaux s'appuie sur les outils comme l'ACM<sup>2</sup>, mais aussi l'analyse des correspondances simples et l'analyse en composantes principales, techniques que j'utilise et développe pour avoir eu la chance de travailler avec des mathématiciens qui développent ces méthodes et avec lesquels je continue de travailler, tout en élargissant mes domaines d'intérêt du point de vue de la méthodologie statistique y compris avec les séries temporelles et l'histoire économique. Je fais un petit peu d'analyse de réseaux (mes doctorants en font beaucoup), de l'analyse de séquences qui est très à la mode, j'en parlerai un petit peu. Il y a aujourd'hui une prolifération de l'utilisation d'un peu toutes les techniques de la méthodologie quantitative en sciences sociales à propos du groupe des économistes. Ce n'est pas le seul, mais c'est l'un des domaines où, récemment, j'ai eu la chance de participer au jury de thèse de Thierry Rossier<sup>3</sup> à Lausanne, qui utilise un peu toutes ces méthodes pour travailler sur l'histoire des économistes en Suisse (une thèse tout à fait intéressante qui s'inscrit bien – entre autres – dans la perspective des travaux que je développe).

Il y a un point commun à tout cela, et vous allez certainement être surpris par l'importance que je donne à cette dimension lorsque je travaille sur cet objet, c'est la dimension biographique. Le cœur du matériau sociologique sur lequel je travaille se présente sous la forme de matériau biographique au sens très large. J'inclus dans le matériau biographique les textes produits par un individu mais évidemment avec un intérêt très fort pour tous les éléments de ce qu'on appelle la trajectoire, qui commence non pas à la naissance mais bien avant avec la trajectoire de la famille qui est intergénérationnelle : il est parfois pertinent de revenir sur plusieurs générations, pour vraiment comprendre ce qui se joue, jusqu'à la trajectoire par exemple académique dans ses dimensions les plus fines (les changements de position, les changements de grade, etc.). Tout cela est très important dans l'approche sociologique que j'essaie de développer, ce qui fait au fond que mon travail relève aussi de la sociologie des groupes professionnels avec cette forte dimension biographique. Il se trouve que je suis dans le laboratoire PRINTEMPS, qui était le laboratoire de Claude Dubar qui avait beaucoup mis en avant cette dimension biographique, et d'une certaine manière je suis fidèle au moins à cette partie de l'héritage de ce laboratoire qui est l'importance donnée à l'analyse des trajectoires biographiques sous toutes leurs formes. C'est vrai que l'ethnographie sert aussi à cela, c'est-à-dire à repérer à la fois les attitudes des acteurs, leurs discours, mais aussi les mettre en relation avec les trajectoires bien sûr.

Une question que vous ne manquerez pas de me poser est la question des limites du champ : qu'est-ce que j'entends par économiste ? Mais finalement qu'est-ce que cela signifie ? La posture du sociologue sur la question est assez neutre. On repère qu'un certain nombre d'acteurs sont dits – ou se disent – économistes, ce qui n'est pas tout à fait la même chose d'ailleurs parce qu'on peut se dire économiste et être dit non-économiste par d'autres. C'est donc un enjeu de lutte, et un enjeu de lutte symbolique comme dit Pierre Bourdieu. Les luttes de frontière sont des luttes symboliques extrêmement importantes dans les univers

---

<sup>2</sup> Analyse des Correspondances Multiples.

<sup>3</sup> Thierry Rossier, thèse interdisciplinaire en sociologie, histoire et science politique, intitulée « Affirmation et transformations des sciences économiques en Suisse au XXe siècle: entre logiques endogènes et rapports à leur environnement ». Université de Lausanne, Suisse.

sociaux. Celle qui porte sur la revendication de l'appellation d'économiste, et d'appartenir à la science économique, est très importante. Je dirais que c'est un des éléments-clé de ce domaine et y compris, ce n'est pas qu'une incise, lorsqu'on étudie la relation aux autres disciplines. Par exemple j'ai pu observer que pour un certain nombre de sociologues ou d'historiens j'étais économiste – ce qui m'a toujours surpris « toi tu es économiste » –, et qu'évidemment pour un économiste je ne le suis pas du tout – enfin, cela dépend un petit peu des économiste en réalité, c'est un peu plus compliqué que cela – mais en tout cas que moi-même, mon statut, par rapport à cette identité professionnelle était un peu ambiguë. Et cela fait partie de l'objet d'une certaine manière. Et j'assume cette ambiguïté. Je n'ai pas le choix de toute façon. Je vais être dit économiste pour les uns et pas du tout pour les autres. Ces sources d'observation sont pour moi extrêmement intéressantes.

Je vais illustrer la question des *limites du champ* avec un cas : l'étude des économistes dans le *Who's Who in France*, cet annuaire biographique. On ne demande pas à y être, c'est une entreprise qui repère à partir de dossiers de presse, d'éléments de notoriété... On ne sait pas trop comment ils font mais ils sélectionnent chaque année 20000 individus et disent « ces 20000 individus sont l'incarnation de l'excellence dans leur domaine », dans leur domaine et avec la revendication de diversité : diversité d'activité, diversité disciplinaire, etc. On sait très bien qu'il y a un certain nombre d'acteurs qui y sont *ès* qualité, c'est-à-dire que quand on est député on est automatiquement dans la sélection opérée. On peut refuser d'y entrer. C'est important. On peut dire – c'est un petit peu comme la légion d'honneur – « Je ne veux pas y être. Je ne veux pas y figurer. Cela ne m'intéresse pas ». C'est gratuit, mais quand on est dans le *Who's Who* on reçoit des publicités pour acheter le *Who's Who* qui est assez cher, puisque le marché du *Who's Who* ce sont les gens qui sont dedans en gros. C'est assez étonnant comme modèle économique.

Pourquoi je m'intéresse au *Who's Who*, parce qu'en sociologie des élites on utilise beaucoup le *Who's Who* depuis les années 1960. Depuis un article fameux de Olgierd Lewandowski<sup>4</sup> dans la *Revue Française de Sociologie*, jusqu'à plus récemment les travaux de François Denord et son équipe. C'est un collègue qui travaille au Centre de Sociologie Européenne, qui a étudié le champ du pouvoir à partir du *Who's Who*. C'est d'ailleurs grâce à lui, à qui j'ai demandé de me donner tous les gens qui sont nommés économistes, que j'ai pu réaliser ce travail d'actualisation. François Denord utilise des techniques automatiques : il a des petits programmes sous R pour aspirer toutes les données du *Who's Who* 2009. Je lui ai dit « tu me prends tous les économistes, tous les historiens, tous les sociologues ». Alors, on arrive à un résultat qui en soi est intéressant : on a beaucoup plus d'économistes que d'historiens, et beaucoup plus d'ailleurs d'historiens que de sociologues. C'est déjà un indice de quelque chose. En termes de domination, voilà un indicateur qui n'est pas évidemment complètement univoque, qui pose toute une série de problèmes, mais qui est quand même intéressant. C'est-à-dire qu'on a plus de 200 personnes sur les 20000 [qui se déclarent économistes, contre 81

---

<sup>4</sup> Olgierd Lewandowski, 1974, « Différenciation et mécanismes d'intégration de la classe dirigeante. L'image sociale de l'élite d'après le *Who's who* in France », *Revue Française de Sociologie*, 15(1), p. 43-73.

historiens et 41 sociologues]. Vous allez me dire que ce n'est qu'un pourcent, mais enfin c'est beaucoup plus que les sociologues, c'est quand même cinq fois plus. Vous allez me dire qu'il faut relativiser par rapport à leur taille académique. La taille académique est clairement inégale, l'économie est globalement deux fois plus grosse que la sociologie. Ce n'est pas vrai pour l'histoire. Donc un lien intéressant entre le fait d'être économiste et le fait de se retrouver dans le *Who's Who*, ce qui peut être lu ou peut être vu comme un indice d'appartenance aux élites. C'est intéressant de regarder qui il y a : il y a des économistes académiques – vous avez évidemment Piketty, Tirole, un certain nombre d'économistes à haute notoriété académique –, mais vous avez aussi toute une série d'acteurs qui, pour ces premiers, ne sont sans doute pas des économistes. Il y a par exemple Jean-Pierre Chevènement qui s'autodésigne économiste, il y a des politiques, il y a des hauts fonctionnaires, il y a des inspecteurs des Finances, qui entre autres s'autodéclarent économistes (ils sont inspecteurs des Finances et économistes). D'ailleurs vous avez un phénomène, sur lequel je vais revenir, qui est l'extension sociale de l'économie, le fait que la science économique est présente dans les secteurs d'activité qui vont bien au-delà de l'univers académique, et des secteurs d'activité qui ont pour propriété justement la proximité des positions de pouvoir. Ce n'est forcément l'exercice de position de pouvoir, même si des travaux montrent que la proportion d'économistes occupant des positions de pouvoir a plutôt eu tendance à augmenter (on le voit par exemple en Suisse pour le monde académique : de plus en plus d'économistes deviennent recteurs, c'est-à-dire présidents d'université, comme le montre Thierry Rossier). C'est une discipline qui a une extension sociale, une surface sociale si on reprend un terme, une notion qu'avait utilisé Boltanski en 1973 dans un article sur l'espace positionnel<sup>5</sup>, beaucoup plus importante que les autres disciplines. Donc, une propriété sociologique intéressante. Parmi les différences qu'on trouve dans le *Who's Who*, sur cet échantillon qui est tout sauf un échantillon aléatoire bien sûr, c'est le produit d'une sélection donc le contraire d'une certaine manière : 91% d'hommes contre seulement un peu plus de 80% pour les deux autres disciplines, ils sont aussi plus âgés, ont un peu plus d'enfants... Ils ont une série de caractéristiques d'intégration sociale que Pierre Bourdieu avait observées dans *Homo Academicus*<sup>6</sup> comme un indicateur de la proximité au pôle temporel du monde académique et scientifique, celui des positions de pouvoir. Et c'est sans aucun doute une des caractéristiques de la science économique sur laquelle je vais m'arrêter. Vous allez me dire qu'on est un peu loin de l'épistémologie ou des rapports de domination entre disciplines. Non, je pense justement qu'on n'est pas si loin. En réalité, c'est une question qui est liée à la nature de la science économique et à la nature des autres disciplines, à la question de l'autonomie de ces disciplines, à la question de leur rapport à la décision, à la question de leur rapport à l'action. Toute une série d'éléments qui sont à mon sens fondamentaux quand on veut faire une comparaison socio-épistémologique des disciplines.

On voit aussi à travers le *Who's Who* un point intéressant à noter : les économistes académiques les plus légitimes selon les normes internes ne parviennent pas à contrôler

---

<sup>5</sup> Luc Boltanski, 1973, « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue de Sociologie Française*, 14(1), p. 3-26.

<sup>6</sup> Pierre Bourdieu, 1984, *Homo Academicus*, Paris, Éditions de Minuit. 304 p.



l'usage du nom économiste et science économique, et ne le souhaitent pas forcément d'ailleurs. J'ai pu observer par exemple assez récemment (je les ai vus ensemble et c'est frappant) les économistes de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (vous connaissez cette institution rattachée à l'Institut : il y a l'Académie des Sciences, l'Académie des Sciences Morales et Politiques, d'autres académies comme l'Académie Française qui est celle qu'on connaît le plus, les « immortels », « la Coupole »...). Certes il y a Jean Tirole, mais il y a aussi Denis Kessler qui est un assureur aujourd'hui (qui a une base académique mais qui est assureur), il y a Jean-Claude Casanova qui est un peu entre les deux, il y a Michel Pébereau. Acteurs qui sont autodéfinis, et définis même par l'Académie des Sciences Morales et Politiques, comme économistes. Donc des frontières assez floues mais pas de manière arbitraire. Le flou est peut-être particulièrement fort entre certaines positions de pouvoir, notamment liées au secteur financier, à la domination économique et financière, et le monde des économistes.

Je vais regrouper cette question de la domination autour de trois aspects à travers lesquels je pense qu'on peut aussi lire les rapports entre l'économie et les autres disciplines, même si encore une fois ce n'est pas le fil conducteur ou le seul point sur lequel je vais mettre l'accent. Il y a un premier aspect qui est *l'effet de position*. Je vais essayer de clarifier un peu ce qu'il faut entendre par la « position dominante » des économistes – j'en ai déjà donné beaucoup d'éléments dans mon introduction. Je vais ensuite, et je pense que c'est plus important d'une certaine manière pour affiner la discussion et notamment la discussion épistémologique sur les rapports de l'économie avec les autres disciplines, insister sur la *centralité fonctionnelle* des économistes dans l'ordre économique et social à travers en particulier le cas des banques centrales qui n'est pas du tout un cas pris au hasard. Il se trouve que, je le justifie dès maintenant, c'est une banque centrale qui a créé le prix Nobel d'économie par exemple, et qu'il y a tout un ensemble d'échanges, de circulation de crédits, c'est-à-dire de capital symbolique pour les sociologues, entre ce type d'institution, la banque centrale et le monde des économistes. Je ne suis pas le seul à dire cela puisqu'un livre vient de sortir qui porte sur l'histoire du prix Nobel d'économie – du faux prix Nobel (ce n'est pas comme vous le savez un vrai prix Nobel, ce n'est pas Alfred Nobel qui l'a créé) mais il est devenu un vrai prix Nobel, j'allais dire socialement et en termes de croyance collective – et qui montre qu'il y a vraiment un lien étroit entre la Banque de Suède et la création du Nobel. Ce qui a des effets énormes sur le rapport entre disciplines, le fait qu'il y a une discipline de sciences sociales qui a un prix Nobel et pas les autres. C'est tout sauf indifférent sur l'état des sciences sociales aujourd'hui.

Et troisième élément où je vous indiquerai ce que je fais en ce moment, ce sont vraiment des travaux en cours qui ont commencé il y a plusieurs années mais qui sont vraiment en train de monter en puissance actuellement, avec des collègues linguistes en particulier, sur la dimension discursive, socio-discursive de l'autorité de l'économie qui est un phénomène général, que je vais illustrer par le cas là encore des banques centrales mais dont je pense à la fois qu'il est transposable et pertinent pour penser aussi les rapports entre disciplines. Les rapports entre disciplines sont aussi des rapports d'autorité qui passent par le langage et par

les interactions langagières. Il y a une formule qu'on entend très souvent dans les débats publics c'est « Je ne suis pas économiste, mais... ». J'aime beaucoup cette formule, elle nous dit plein de choses. C'est-à-dire qu'on se tire une balle dans le pied quand on dit « Je ne suis pas économiste, mais je vais vous parler de la banque centrale ». C'est fini, on a perdu. On a perdu à partir du moment où on a admis qu'on n'avait pas de légitimité en quelque sorte à s'exprimer sur un sujet sur lequel un certain nombre d'acteurs revendiquent un monopole d'expertise. Une «jurisdiction» pour parler comme Andrew Abbott<sup>7</sup>, sociologue des professions.

Vous avez compris la nécessité pour moi d'ancrer l'étude des économistes dans une sociologie des groupes professionnels en étudiant leur insertion dans un espace plus large. En disant cela, je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire pour les sociologues ou les historiens, au contraire. C'est précisément comme cela qu'on peut avancer, je pense, dans la comparaison. Lorsqu'on aborde les économistes comme ordre professionnel, viennent toute une série de questions amenées par la tradition de la sociologie des groupes professionnels, à savoir : y a-t-il des normes particulières, spécifiques à ce groupe, à ce groupe disciplinaire en particulier ? On retrouve bien sûr la question des frontières, où passent les frontières et comment elles se marquent, comment elles sont réaffirmées ou au contraire gommées dans certains cas, subverties, etc. Tous les enjeux de frontières pour moi sont particulièrement intéressants et révélateurs. Et pour penser les rapports disciplinaires de bonne façon, c'est prendre je pense des cas d'enjeux de frontière. Par exemple, il y a un beau cas autour de l'économie / sociologie / socio-économie. Et puis c'est bien sûr la question de la concurrence entre les groupes disciplinaires (j'ai cité Abbott) : ils sont en concurrence sur un certain nombre d'objets. Les objets n'appartiennent à personne d'une certaine manière, mais chacun les revendique : la famille, on sait bien depuis Becker que l'économie de la famille est un domaine légitime, académique, etc. Et c'est aussi un domaine pour les sociologues et pour plein d'autres acteurs disciplinaires, cela ayant évidemment une transposition et une application très importante du point de vue de l'action publique. Puisque en arrière-plan, et j'insiste vraiment beaucoup là-dessus, le fait de s'ériger en détenteur, de conquérir une position monopolistique sur un objet, c'est souvent associer au fait d'être, d'acquérir, de conquérir le monopole de l'expertise du conseil auprès de décideurs sur ce même domaine. Et l'un des phénomènes sur lesquels tout le monde converge parmi les gens qui travaillent sur les économistes aujourd'hui, c'est observer la montée en puissance des économistes dans les secteurs d'action publique où ils étaient parfois au départ sinon exclus, en tout cas très peu présents, et où ils ont eu tendance à s'affirmer au fil du temps. Notamment d'ailleurs au détriment des sociologues.

Quant à l'autre dimension, je m'inscris dans une perspective classique de sociologie des groupes sociaux, de la reproduction sociale, des élites. Les économistes c'est aussi un groupe d'élite, plus sans doute que les autres groupes disciplinaires auxquels je les ai comparés pour l'instant : je les ai comparés pour l'instant aux historiens et aux sociologues, je ne les ai pas comparés aux juristes. Là, cela ne marcherait plus : ce sont les concurrents en fait. Voilà

---

<sup>7</sup> Andrew Abbott, 1988, *The System of Professions: An Essay on the Division of Expert Labor*, University of Chicago Press.

comment je vois les relations entre économistes et juristes : ce sont les grands concurrents du point de vue de l'incarnation d'une certaine revendication de légitimité experte dans le champ du pouvoir. Et du même coup dans plein d'institutions. Je travaille sur la Commission Européenne avec des collègues « européenistes » : il y a clairement un gros enjeu autour de l'opposition « économistes *versus* juristes », mais on a trouvé des choses un peu analogues à la banque centrale (comme je vais le montrer, les économistes ont très largement triomphé) et dans d'autres organisations, par exemple les organisations internationales. La relation de concurrence peut se faire avec les juristes là-encore, parfois un peu avec les politistes, et parfois pénétrer certaines sphères de l'action publique transnationales, mais à un degré bien moindre que celui des économistes, sans parler bien sûr des historiens et des sociologues.

Donc, dans cette perspective, je m'intéresse au recrutement social, au recrutement scolaire, aux trajectoires scolaires, aux trajectoires professionnelles, et puis à un phénomène très important qu'on a observé : il y a une relation statistique qu'il faut interpréter bien sûr, ce qui n'est jamais facile, entre les positions et trajectoires d'un côté, et les prises de position. C'est un peu un précepte de la sociologie des champs de Bourdieu, mais que j'essaie d'opérationnaliser. Mon idée est qu'il ne suffit pas de le dire. Il faut le montrer, le prouver – cela ne va pas complètement de soi – et après l'interpréter bien sûr. Il faut interpréter comment cela est possible, comment cet ajustement au premier abord un peu surprenant s'opère – les gens ont finalement des prises de position qui sont en cohérence avec leur trajectoire et leur position. On n'a fait que commencer à défricher le sujet.

J'interprète la domination sociale dans sa dimension positionnelle comme le produit d'un double mouvement : (1) un mouvement de structuration interne extrêmement impressionnant de la discipline économique comme structure organisationnelle ; (2) le deuxième élément qui va de pair – il ne faut pas opposer les deux – c'est la multiplication des connexions avec les différents pôles du champ du pouvoir.

Il y a les deux phénomènes : à la fois une structuration interne extrêmement forte et une articulation de plus en plus étroite avec tout un tas de secteurs dominants ou secteur des élites que j'appelle « pôles du champ du pouvoir » dans la terminologie bourdieusienne. Cette forte structuration interne vous la connaissez. Il faut la penser par contraste aux autres disciplines. J'ai tendance à la penser par contraste avec ma propre discipline, la sociologie, mais aussi avec l'histoire... Je pense que c'est un problème qu'on peut traiter de manière plus générale, celui de la standardisation et l'unification. Très frappant, les sociologues des économistes ont, depuis un sociologue qui s'appelle Coats<sup>8</sup> et qui est aussi un historien de la pensée économique, beaucoup insisté là-dessus : c'est un processus de standardisation des contenus, en particulier des contenus enseignés. Ce qui est frappant dans la discipline économique c'est sa capacité à s'être organisée de manière similaire dans un contexte transnational dans un processus temporel qui a pris du temps (en France c'est relativement récent finalement, cela s'est accéléré dans les années 1980/1990) autour essentiellement de micro-macro économétrie avec une logique de progression (micro 1, micro 2, etc.) avec en plus une terminologie qui

---

<sup>8</sup> Par exemple : Coats, A. W. (1993), *The Sociology and Professionalization of Economics. British and American Economic Essays, vol. II*, Londres, Routledge.

s'est elle-même unifiée : tout le monde parle de la même façon. C'est étonnant pour un sociologue ou un historien. Vous allez me dire « les historiens disent tous qu'il y a l'histoire contemporaine... ». Mais c'est beaucoup moins unifié, beaucoup moins standardisé, et en particulier ce ne sera sans doute jamais réductible à un *textbook* transnational qui vaudrait dans tous les pays comme c'est le cas en économie. Il y a ce phénomène fascinant de production de *handbook* et de *textbook* qu'on va retrouver – j'ai pu faire l'observation dans la librairie du Haut Collège d'Économie à Moscou, dans n'importe quelle librairie de facs américaines (à Berkeley par exemple) et dès que vous allez dans une librairie académique à Paris ou ailleurs – c'est à peu près les mêmes auteurs, les mêmes *textbook* plus ou moins, du moins au niveau *undergraduate*. Ce processus de standardisation est évidemment très important parce qu'il participe, je pense, de la puissance symbolique de l'économie qui se présente (je ne dis pas qu'elle l'est objectivement) du point de vue des contenus enseignés comme une *toolbox* universelle par laquelle tout le monde doit passer (tous ceux qui veulent être économistes), sinon on ne sera pas dit « économiste ». Cela se traduit par un phénomène qu'on n'analyse pas assez, qui pour le sociologue est extrêmement intéressant surtout quand le sociologue en question (ce qui est mon cas) s'intéresse au langage, au phénomène de domination linguistique, l'intérêt pour la sociolinguistique – Louis-Jean Calvet notamment – c'est la domination de l'anglais qui prend des proportions beaucoup plus importantes en économie que dans les autres domaines des sciences sociales. Vous allez me dire que c'est aussi vrai en chimie, etc. à un degré moindre en tout cas : les enquêtes montrent que l'économie est vraiment la pointe avancée de ce processus de domination puisque cette domination se traduit aujourd'hui par l'unification linguistique des Masters d'élite en France. J'en ai trois en tête : les masters de Paris School of Economics, les masters de Toulouse School of Economics (qui s'appelle Toulouse School of Economics, ce qui en soi est déjà extraordinaire) et le Master In Economics de Saclay . Cela donne ce phénomène qu'on m'a raconté à plusieurs reprises, de réunions entre économistes français qui ont lieu entièrement en anglais. Ce qui est un phénomène du point de vue sociolinguistique tout à fait fascinant : tous les locuteurs sont des locuteurs natifs français, langue dans laquelle ils sont beaucoup plus à l'aise, et s'imposent une discussion professionnelle en anglais parce que c'est la langue professionnelle. C'est un élément très important, très intéressant, parce que les rapports entre discipline sont aussi des rapports de culture. C'est vrai que ce que Marion Fourcade et ses collègues appellent « la supériorité des économistes » dans laquelle entre un peu d'arrogance – je parle plutôt de domination – il y a aussi le sentiment de maîtrise de l'anglais et d'être immédiatement international là où les autres ont toujours un petit côté provincial, un peu décalé.

Évidemment, il y a un fondement épistémologique et méthodologique à cela. Robert Merton – grand sociologue des sciences, sociologue des groupes professionnels –, insiste beaucoup sur les normes éthiques (la socialisation), mais aussi sur les normes techniques : devenir économiste suppose un certain nombre de compétences objectives, la maîtrise d'un certain nombre d'outils qui sont un peu le leitmotiv. Des collègues économistes à propos de leurs étudiants, à propos de leurs prérequis, indiquent que ce qui est nécessaire c'est le passage par un certain nombre d'épreuves au sens « preuves scolaires », processus de sélection, mais dans

lequel on doit développer un certain nombre de compétences mathématiques mais pas n'importe lesquelles (selon moi). Ce ne sont pas les maths en général, les maths dans leur version « l'art pour l'art ». C'est le recours aux données numériques (le fait qu'on exclut très largement le recours aux matériaux qualitatifs, bien que ce soit en train de bouger à la marge). On le voit très bien dans les *random experiments* de Esther Duflo : on a plein d'observations de terrain sur les projets dans les pays en développement dont on ne tire pas grand-chose puisque finalement l'objectif est de produire du chiffre. C'est ce qu'on peut appeler l'obsession du numérique qui est un élément-clé je crois des normes de la profession. Il y a cette obsession du numérique qu'on ne retrouve dans aucune autre discipline, même chez les sociologues quantitativistes, même chez les démographes. Vous allez me dire « un économiste économètre quantitativiste va reconnaître l'intérêt des informations qualitatives, des données qualitatives ». Mais cela n'ira peut-être pas plus loin qu'une déclaration de principe là où chez les démographes, chez les sociologues quantitativistes, ne serait-ce que du fait de rapports de force dans la discipline, il y a davantage la nécessité de se confronter vraiment à des matériaux qui donnent éventuellement lieu à des résultats contradictoires ou qui conduisent à des interprétations contradictoires.

Il y a aussi une pratique routinière de la modélisation, c'est-à-dire une façon de faire de la statistique tout à fait particulière, qu'on ne va pas retrouver dans d'autres disciplines scientifiques, avec un privilège donné à un certain type de méthodes économétriques, statistiques. Je suis toujours frappé par le fait qu'on a des gens très bien formés en master en économétrie, mais qui n'ont jamais abordé des pans entiers de la statistique comme les méthodes de classification... tout un ensemble de méthodes qui font partie des outils de la statistique. C'est sans doute ici en partie ma vision subjective de la statistique qui est en jeu. Je n'ai pas fait tout le travail statistique de comparer les curricula dans les départements de statistique et dans les départements d'économie, mais il me semble qu'il y a une réduction de la diversité du côté de l'économie. Elle existe déjà du côté de la statistique mathématique sans doute par rapport à ce qui peut exister du point de vue des méthodes statistiques, mais c'est encore plus flagrant envisagé à travers ce qu'on appelle le filtre de l'économétrie. Cela donne des choses un peu bizarres, par exemple le fait que le mot « économétrie » soit utilisé pour désigner les méthodes comme la régression. J'ai vu cela très récemment dans un papier fait par une doctorante. Elle dit « je fais de l'économétrie » juste quand elle utilise une technique de régression même si l'objet est sociologique. Cela est très frappant pour moi, sur une façon d'envisager finalement de manière un peu réductrice l'opération statistique, même si [cette doctorante] travaille ensuite à déconstruire en faisant de l'ethnographie. Je ne veux pas donner du tout l'impression que je critique son travail, ce n'est évidemment pas le cas, au contraire.

Il y a un certain usage de l'inférence statistique, le cas d'interprétations fréquentistes que je ne vais pas développer, tout un ensemble d'éléments qui vont de soi, une méthodologie popperienne qui est complètement routinière (qu'on ne remet même pas en cause, qui n'est pas dans l'espace des discussions, des controverses) pour une partie des acteurs, puisqu'il y a aussi des marges et des dissidents évidemment, et des hétérodoxes comme on dit. Mais ce qui est frappant c'est que cela conduit à des phénomènes de radicalisation des positions

épistémologiques – on a vu cette année la polémique autour du négationnisme économique<sup>9</sup>. Indépendamment du titre et des aspects les plus idéologiques de la polémique, il y a un aspect qui me semble très intéressant : c'est la revendication de scientificité sur le même niveau que les sciences de la nature, et en particulier que les sciences expérimentales, avec la revendication du caractère expérimental de la discipline qui est une tendance récente et qui me semble d'ailleurs troublante puisqu'on voit bien que la discussion n'a pas vraiment tourné à l'avantage de Cahuc et Zylberberg. Il paraît difficile factuellement de défendre l'idée qu'aujourd'hui l'économie est devenue majoritairement expérimentale. Dans les publications ce n'est pas le cas, même l'économie la plus orthodoxe. C'est curieux qu'ils [Cahuc et Zylberberg] aient été conduits à défendre cette thèse sur une base empirique qui semble pour l'instant aussi fragile. Ce qui ne veut pas dire que ce ne sera pas le cas dans quelques années. Peut-être que dans quelques années il faudra qu'il y ait un type d'expérience (parce qu'en plus il y a une confusion sur le type d'expérimentation). Je n'entre pas dans cette discussion qui relève selon moi vraiment de l'épistémologie et de la méthodologie.

Cette structuration interne se traduit par une professionnalisation très forte : on forme des professionnels qui maîtrisent un capital scolaire bien défini, notamment parce qu'il est standardisé, unifié, etc. Qui sont reconnaissables aussi au fond à leur habitus professionnel, à leur habitus en général, mais dans l'habitus il y a le système des dispositions acquises par la socialisation scolaire et professionnelle, et typiquement il y a un habitus économiste. C'est ce qui ressort très bien du papier de Marion Fourcade, Étienne Ollion et Yann Algan de Science Po, qui s'appelle « The Superiority of Economists »<sup>10</sup> dans lequel ils établissent en particulier que dans plein d'institutions très différentes les économistes sont perçus comme arrogants. C'est neutre – il y a Yann Algan parmi les auteurs<sup>11</sup> – c'est un constat, il ne s'agit pas de dire « c'est bien » ou « c'est mal », mais pour les autres acteurs ils sont perçus comme arrogants, entre autres. Ils ont aussi des salaires plus élevés. Le papier est très intéressant, on y trouve des comparaisons de salaires, toute une série de choses et un élément très important : l'arrogance qui se lit au fait d'être cité ou pas cité, d'être cité par les autres disciplines ou pas. On voit très bien que ce qui caractérise la science économique c'est qu'elle est repliée sur elle-même : on ne cite que des économistes – on ne cite pas les sociologues, on ne cite pas les historiens, etc. – là où les sociologues vont citer les économistes. C'est complètement asymétrique. Le papier est très intéressant à ce sujet : il renvoie à un habitus spécifique, il renvoie aussi à la fermeture de la discipline. Les normes professionnelles sont produites par la socialisation, elles sont très largement intériorisées. Dans les normes les plus fascinantes il y a évidemment le poids de la bibliométrie et du rang bibliométrique. Mais ce n'est pas la bibliométrie en elle-même puisque les sociologues font de la scientométrie : Yves Gingras, l'un de mes collègues au Québec, est un spécialiste de scientométrie. Mais il ne le fait pas du tout pour classer ses collègues. C'est la grande différence : il ne le fait pas pour évaluer dans

---

<sup>9</sup> Il est fait référence ici à l'ouvrage de Pierre Cahuc et André Zylberberg (2016) *Négationnisme économique*, Flammarion.

<sup>10</sup> Fourcade M., Ollion E. et Algan Y. (2015), « The Superiority of Economists », *Journal of Economic Perspectives*, 29(1), p. 89-114.

<sup>11</sup> Yann Algan est professeur d'économie à Science Po Paris.

les processus de sélection, cela ne lui viendrait à l'idée – il a même fait un livre<sup>12</sup> contre cela, pour dire qu'il ne faut surtout pas faire cela – et il le fait encore moins dans la vie courante, quotidienne, pour repérer (« Celui-là a un *h* d'au moins 50 »). Alors que c'est effectivement ce qu'on observe dans l'univers des économistes. Ce n'est pas spécifique aux économistes par rapport à d'autres disciplines scientifiques où on trouve des phénomènes analogues plus ou moins pathologiques. Ce qui est très intéressant c'est qu'on ne le trouve pas trop chez les mathématiciens qui sont probablement les moins portés à utiliser la bibliométrie, la scientométrie dans les procédures d'évaluation et de sélection, et dans les jugements (quotidiens) sur leurs collègues, là où chez les économistes c'est vraiment extrêmement important. Très important y compris dans leur activité : j'ai constaté des collègues qui dans une présentation d'eux-mêmes disent « j'ai un article dans une très grosse revue à paraître cette année », mais ils ne disent pas sur quoi, ils ne disent même pas dans quelle revue. C'est vraiment intéressant comme déformation liée à un habitus particulier. Ce qui va compter c'est « grosse revue » c'est-à-dire « gros facteur d'impact ». Et c'est surtout « ma carrière va être boostée ». Pour le reste, on ne sait pas s'il y a du contenu ou pas – je ne dis pas que cela vaut rien, je ne le pense pas d'ailleurs. Ce qui me frappe surtout c'est qu'on a avec l'économie un modèle organisationnel très efficace. Les économistes défendent *globalement* l'individualisme méthodologique, là où les sociologues sont souvent plus critiques. Mais les économistes sont beaucoup mieux organisés collectivement que les sociologues, cela ne fait pas l'ombre d'un doute : beaucoup plus efficaces comme groupe, beaucoup plus structurés... J'ai encore eu l'occasion récemment de le vérifier dans les échanges avec l'AFS [Association Française de Sociologie], l'AFSE [Association Française de Sciences Économiques] et l'AFSP [Association Française de Science Politique]. C'est très lié à la proximité avec les cercles de pouvoir, la proximité avec l'action publique, avec toute une série de choses et avec la structuration interne (les deux), avec le sentiment de légitimité aussi. Je pourrais vous raconter des anecdotes à propos des SES [Sciences Économiques et Sociales] et de l'avenir des SES, mais je ne veux pas faire trop de parenthèses. Toujours dans la forte structuration interne, il y a une économie particulière du capital symbolique avec le rôle des prix [académiques] – j'ai parlé du rôle du *ranking* bibliométriques, comme le classement Repec, qui est l'infrastructure de base de la profession. La profession sanctionne les hiérarchies symboliques avec des prix. L'économie n'a rien inventé mais elle a particulièrement bien utilisé collectivement ce système de prix et lui a donné, et c'est l'originalité, une extension médiatique. Et en même temps, cela montre bien que l'interne est lié à de l'externe. Je pense au « prix du meilleur économiste de moins de 40 ans », du jeune économiste qui a été créé à la fois par des économistes – il a bien fallu que les économistes soient d'accord, que l'AFSE, que les économistes académiques en vue et puissants soient d'accord pour le créer. Mais en France il a été créé par le journal *Le Monde* et le Cercle des Économistes, qui sont tout sauf des instances purement académiques. Donc c'est très frappant : on est dans l'interne parce qu'on va s'appuyer sur l'expertise interne pour dire qui est le meilleur jeune économiste. C'est comme cela que Piketty, Algan... ces jeunes économistes ont eu le prix. Et en même temps on

---

<sup>12</sup> Gingras Y. (2014), *Les dérives de l'évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie*, Paris, Raisons d'agir, 122 p.

diffuse médiatiquement. Et c'est l'autorité médiatique qui finalement dit « voilà, il y a un meilleur économiste de moins de 40 ans ». Mais c'est important dans cette discipline [l'économie]. Il n'y a pas de prix du jeune sociologue. D'ailleurs les sociologues diraient « non, surtout pas ! Ne faites surtout pas ça ! », ce qui d'ailleurs est une façon de se tirer une balle dans le pied puisque du même coup on reconnaît que les économistes ont le droit d'être dans les médias et d'avoir le meilleur jeune économiste de moins de 40 ans là où ce n'est pas le cas pour les autres [disciplines]. Vous allez me dire « il y a le prix de la meilleure thèse du journal Le Monde, etc. » mais ce n'est pas comparable. Là, il y a vraiment une mise en récit de la légitimité scientifique avec tout en haut le Nobel. Je passe sur le Nobel, mais ce qui est frappant dans le Nobel, le plus frappant pour moi, c'est le succès. Alors je passe sur l'histoire du Nobel qui n'a pas été créé par Alfred Nobel, etc. Tout cela est bien connu. Mais ce qui est frappant c'est la masse de commentaires auxquels donne lieu ce Nobel dans tous les pays, quelle que soit la nationalité du Nobel. C'est incomparable avec les autres disciplines. En termes d'impact médiatique – là on ne parle pas d'impact factor, on parle d'impact médiatique, d'impact symbolique au sens large – le Nobel d'économie est extrêmement important. Tout particulièrement bien sûr depuis les Nobel d'Hayek, de Friedman, c'est-à-dire les Nobel qui ont marqué le basculement dans disons l'ordre néo-libéral, la révolution néo-libérale. Je pense que cela a été vraiment la matrice. C'était beaucoup moins le cas avant, c'était beaucoup plus marginal et beaucoup plus homogène aux autres Nobel, mais c'est devenu autre chose. Friedman lui-même a dit « quand j'ai eu le Nobel, tout d'un coup il y eu des caméras partout, des journalistes partout me demandaient mon avis sur tout » – Friedman raconte cela, c'est une citation assez extraordinaire. Le prix Nobel est un opérateur extraordinaire : avec le Nobel on voit qu'on devient quelqu'un capable d'avoir autorité sur à peu près tout. On l'a vu avec Tirole<sup>13</sup> : une lettre de Tirole peut entraîner un changement de décision en matière de section du CNU. C'est quand même un impact symbolique notable. Cela me permet de faire la transition avec le rôle des banques centrales, puisque, comme je l'ai dit, le Nobel lui-même est créé par une banque centrale, ce qui n'est pas tout à fait indifférent. Les banques centrales sont très sensibles à la légitimité de la science économique sur laquelle elles reposent en particulier en tant qu'institutions indépendantes. C'est-à-dire qu'une partie de leur légitimité, pas toute leur légitimité mais une partie, repose sur la science économique objective qui permet de fonder ces institutions comme institutions indépendantes, indépendantes du pouvoir politique. Je vais juste vous montrer que derrière ce que je fais il y a des données quantitatives et des analyses. C'était en particulier une analyse que j'avais faite dans les années 1990 sur le champ des économistes français sur un échantillon qui était ni aléatoire ni vraiment représentatif (il était représentatif, mais bricolé en quelque sorte), c'est-à-dire que j'avais fait au mieux avec les annuaires d'associations, j'avais essayé de trouver quelque chose d'équilibré. On m'a un peu critiqué là-dessus. Je pense que ça valait ce que ça valait, il y avait une partie des économistes qui étaient dans le *Who's Who*, et une partie que j'avais prise dans d'autres annuaires. J'avais 220 économistes mais surtout j'avais collecté vraiment beaucoup d'informations prosopographiques pour une cinquantaine de propriétés

---

<sup>13</sup> Jean Tirole, professeur d'économie à Toulouse School of Economics, a reçu le prix Nobel d'économie le 13 octobre 2014.



scolaires, sociales, de prises de position. Cela m'avait permis de cartographier l'espace des économistes français. On avait les deux axes principaux de l'ACM (Analyse des Correspondances multiples) qui représentent une part importante de la variance, et surtout si on utilise le taux modifié de Benzécri – je ne l'ai pas noté ici, mais en gros il y avait trois axes dans cette analyse, on pouvait réduire à trois dimensions l'espace multidimensionnel. On avait sur le premier axe (l'axe horizontal) une opposition Paris / province très importante, très structurante, particulièrement chez les économistes parce qu'il y a une forte concentration d'économistes dans les lieux de pouvoir dans la capitale qui est aussi, comme dit Bourdieu dans un jeu de mot fameux « la capitale des capitaux ». C'est là qu'il y a le plus de capital : il y a les grandes écoles en particulier, un certain nombre de grandes écoles, Paris et Ile-de-France bien sûr. Donc à droite on avait les grandes écoles et à gauche l'université, avec une opposition très structurante. Ce qui m'avait frappé c'est que l'agrégation du Supérieur que je percevais comme vraiment le Graal des économistes – à l'époque en tout cas, aujourd'hui c'est peut-être un petit peu différent – n'est pas du tout le Graal en fait : l'agrégation du Supérieur dans l'ensemble du champ a une position plutôt dominée par rapport au passage par Polytechnique pour ceux qui vont ensuite devenir économistes *via* le corps des Ponts, par exemple Jean Tirole, ou *via* l'INSEE pour Edmond Malinvaud et d'autres. Même les hétérodoxes dominants d'une certaine manière sont passés par ce *cursus honorum* : le corps des Ponts, Robert Boyer, les administrateurs de l'INSEE, etc. C'est *grandes écoles* et c'est aussi *grands corps* [de l'État]. J'étais content, parce qu'un des livres qui m'avait conduit à faire de la sociologie c'était *La Noblesse d'État*<sup>14</sup> de Pierre Bourdieu. Les économistes c'est la noblesse d'État en fait. On est en plein dedans d'une certaine manière. Donc un premier axe avec la grande porte / la petite porte. On peut entrer dans le monde des économistes par des voies assez différentes : d'une thèse dans une université en province, etc., qui peut conduire à une très belle carrière. Mais ce n'est pas la grande porte de Polytechnique, le corps des Ponts... Et puis on va partir aux États-Unis – c'est ce qui est devenu de plus en plus important par la suite – pour ensuite éventuellement revenir en France pour fonder Toulouse School of Economics, etc. pour certains acteurs. C'était le premier axe.

Puis il y avait un deuxième axe que j'ai trouvé particulièrement intéressant parce qu'il renvoyait à l'opposition entre un pôle de praticiens et un pôle d'académiques purs. C'est une discipline dans laquelle vous avez toujours les praticiens et les académiques. Il y a toujours les deux. C'est beaucoup plus fort, beaucoup plus net que dans une discipline comme la sociologie, ou les sciences de la nature, où vous avez beaucoup moins de praticiens à ce point présents dans le champ. Et les praticiens ici sont plutôt des gens qui sont passés par HEC, Paris IX, Science Po... qui sont au Cercle des économistes, qui ne sont pas des économistes forcément très mathématiciens par exemple mais qui ont des ouvrages médiatisés, diffusés ; plutôt libéraux en termes d'orientation, et qui sont finalement dans la filiation de ce qu'avait été la Société d'Économie Politique au XIXe siècle (Jean-Baptiste Say) avec une sorte d'économie bourgeoise en quelque sorte qui est devenue beaucoup plus savante. Ce n'est plus une économie mondaine. J'avais tendance à qualifier (avec un usage peut-être un peu abusif

---

<sup>14</sup> Pierre Bourdieu (1989), *La Noblesse d'État – Grandes écoles et esprit de corps*. Les Éditions de Minuit, coll. Le sens commun.

de catégories que Bourdieu utilise beaucoup) un pôle un peu mondain, temporel en tout cas, de la discipline par opposition au pôle le plus « pur » qui est celui de ceux qui se réservent exclusivement à la publication pour les pairs et à la notoriété interne. Cette opposition est très structurante du champ scientifique : Bourdieu l'a montré à plusieurs reprises, les travaux de Gingras vont dans le même sens, etc.

Puis il y avait un troisième axe que je n'avais pas présenté à l'époque graphiquement (je l'avais juste évoqué dans l'article) qui est devenu à mon avis très structurant – je ne sais pas s'il est passé en premier [facteur dans l'analyse] parce que je n'ai pas encore complètement actualisé les données même avec mes données *Who's Who* (je suis en train de le faire) : c'est un axe international, un axe de l'international. L'international est devenu plus important, cet international qui cache bien sûr la domination anglo-saxonne – tout à l'heure j'ai parlé de la domination de l'anglais –, le passage par les États-Unis qui est devenu très structurant. Ce qui était intéressant c'était que cet espace de positions et de trajectoires, *via* les dispositions peut-on dire, était prédictif de prise position. Mais pas de manière mécanique. C'est pour cela que j'ai dessiné des ellipses de concentration autour des nuages d'individus : les individus sont à plusieurs endroits et peuvent avoir des prises de position similaires alors même que certains sont dominants et d'autres dominés bien sûr. Heureusement d'ailleurs que dans le monde social on ne s'aligne pas tous. Et donc, ce qui était frappant c'est que cela correspondait aux quatre pôles de prises de position collectives pendant le mouvement social de novembre-décembre 1995 sur lequel j'ai travaillé par ailleurs – j'ai fait un petit livre<sup>15</sup> avec des collègues doctorants à l'époque, que Bourdieu a publié dans sa collection. Donc il y avait sur le premier axe une opposition « les dominants sont plutôt néo-libéraux, ou pour la réforme (à l'époque) et le plan Juppé », c'est-à-dire les sociaux-libéraux ; c'est un plan qui était soutenu par la CFDT, qui est un peu entre deux. Et puis à l'opposé, il y a deux positions critiques : la position « pro-grève » avec des économistes qui sont liés aux syndicats, plutôt hétérodoxes, qui vont devenir « les Atterrés » en fait, un peu l'AFEP aussi. Et puis il y a en face les ultra-libéraux. Alors ça c'est très intéressant : ce sont plutôt des gens qui ont un pouvoir local, qui ont une certaine audience ou une certaine influence médiatique à droite, mais surtout des positions assez anti-européennes, critiques de la construction européenne jugée technocratique – des gens comme Jean-Jacques Rosa, etc. – qui se retrouvaient dans une association qui existe toujours d'ailleurs : l'Association Nationale des Docteurs ès Sciences Économiques et en Sciences de Gestion (ANDESE), association qui avait été créée dans les années 1950 pour défendre le titre de Docteur en Sciences Économiques. Les gens qui pilotaient cette association (Rosa a été le président) avaient plutôt ce profil-là : des gens assez dominés globalement, pas forcément issus des grands corps, pas forcément issus du *cursus honorum* le plus légitime, pas forcément des gens qui publient beaucoup, mais des gens qui ont des positions de pouvoir plutôt locales, dans les entreprises, dans le monde du conseil, proches de la gestion, etc. Je trouvais assez étonnant d'avoir finalement une matrice de prises de position qui corresponde assez bien à l'intuition qu'on peut avoir. Et d'une certaine manière ce qui me plaisait c'est que cela correspondait avec mon enquête de terrain. C'est pour cela que je me

---

<sup>15</sup> Duval J., Gaubert C., Lebaron F., Marchetti D. et Parvis F. (1998), *Le décembre des intellectuels français*. Liber, Raisons d'Agir.

suis arrêté sur cette analyse ; quand on fait des ACM, on en fait souvent des dizaines avant d'arriver à une ACM dont on est content. Mais celle-là est quand même assez étonnante. On arrive à quelque chose qui ressemble à l'expérience qu'on peut avoir de cet espace, voire à des intuitions qu'on peut avoir. Et ce qui est frappant c'est que lorsque j'ai projeté des prises de position ultérieures des mêmes individus une stabilité assez forte était conservée. Cela ne bouge pas tant que ça. Et j'ai même ajouté, par la technique des individus supplémentaires, des individus qui sont arrivés dans le champ vraiment après : Piketty par exemple (c'est un bébé à l'époque, il n'est même pas encore vraiment dans le champ, je ne l'ai pas pris dans les 220). Il arrive juste après, on voit à peu près où il est. Selon le codage, comme c'est la période où arrivent les Normaliens-mathématiciens (jusque-là c'était surtout les polytechniciens), il y a un petit souci de codage : est-ce qu'on le code comme les polytechniciens ou est-ce qu'on le code à part ? Des petites difficultés... Mais en gros Piketty est évidemment en haut, il arrive par la grande porte – l'ENS, etc. –, il passe par les États-Unis aussi, et il est plutôt du côté de la légitimité intellectuelle. Même s'il a une position un peu intermédiaire, il a aussi un capital politique de toute évidence, on le voit très bien aujourd'hui. Vous allez me dire « les prises de position de Piketty ont évolué en dix ans, quinze ans ». Il y a aussi toute une dynamique des prises de position qui est liée à la dynamique du champ. Mais je n'ai pas eu malheureusement le temps de travailler vraiment là-dessus.

En conclusion de cette première partie : on a un champ que je considère comme coextensif au champ du pouvoir global, c'est-à-dire que la diversité observée dans cette analyse correspond finalement aux différentes fractions des élites, aux différents pôles du champ du pouvoir. Il y a des styles d'économistes, des styles d'économie, très différents qui conduisent d'ailleurs à des styles de discours – dans le papier de 1997<sup>16</sup>, ce qui avait beaucoup plu à mes collègues des analyses de données que je ne connaissais pas encore, c'est que j'avais repris le schéma général de l'analyse et j'avais mis des extraits de texte. Pour les économistes *pro-grèves*, j'avais mis Liêm Hoang-Ngoc ; pour les dominants du côté théorique j'avais mis Malinvaud. La façon de parler l'économie, non pas *d'*économie mais *l'*économie, est très différente. Une hypothèse sociolinguistique de base est qu'effectivement les prises de position sont associées à des styles discursifs, à des façons d'écrire, à des façons de s'exprimer, à des attitudes, qui sont elles-mêmes différenciées. D'où l'idée « à chacun son économiste » qui est une chose qui m'avait frappé. Cela vaut pour le champ politique. D'ailleurs un chantier est en train de se développer avec les gens qui travaillent sur les économistes et le champ politique, les économistes de la mouvance socialiste, du PS, etc., des travaux tout à fait intéressants, des travaux historiques – il y a eu un peu la même chose sur les économistes du PCF, la section économique du comité central, etc. Il faudrait aussi faire quelque chose sur les économistes des organisations syndicales (ce qui a été peu fait), et les économistes patronaux aussi bien sûr. Donc « à chacun son économiste » et avec une espèce d'affinité avec le style d'économie produite et le marché finalement, parce qu'on pourrait le voir comme cela finalement : une offre qui s'adapte à une demande proliférante. Il n'y a pas un acteur politique qui n'ait pas besoin de son économiste. Même Poutou, même... Peut-être Jean Lassalle ? Il est son propre

---

<sup>16</sup> Lebaron F. (1997), « La dénégation du pouvoir – Le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119(1), p. 3-26.

économiste peut-être ? Mais je ne crois pas, cela ne doit même pas marcher. Mais je n'ai pas enquêté, donc je ne sais pas quel est l'économiste qui le conseille. Mais c'est une des choses que j'avais pu observer : quelqu'un qui voulait accéder à des positions disons généralistes en politique à un moment *devait* avoir son économiste ou ses économistes.

Du coup la question de l'autonomie est posée : c'est quoi l'autonomie d'un champ scientifique qui est à ce point connecté au champ du pouvoir ? C'est une vraie question. La réponse dans ma thèse et dans mes premières publications a été de dire : il est moins autonome qu'il ne le croit et que ne le croient certains et que ne le disent certains, et beaucoup plus lié à des intérêts dominants financiers et économiques. La crise de 2008 m'a semblé aller dans le même sens : on a vu des économistes qui étaient allés en Islande pour vendre des *subprimes* plus ou moins, en tout cas un modèle qui finalement s'est avéré fallacieux sur la base d'études qui étaient vérolées à la base, parce qu'ils avaient été rémunérés par les acteurs financiers eux-mêmes. Donc, l'autonomie est très relative dans ce cas-là, on le voit. Et en même temps c'est ce qui complique la donne : une discipline qui a mis en place un système de formation qui paraît très autonome, qui apparaît comme très spécifique. On voit la tension entre les deux aspects. Avec notamment le rôle des mathématiques qui est perçu comme un instrument d'autonomie. Ceci pour lister des prolongements que j'ai faits, des études de cas en cours ou futures, par exemple le petit travail esquissé sur le *Who's Who* que je vais développer et refaire une analyse du même type pour voir si on retrouve bien la même configuration et, ce que je n'avais pas fait à l'époque, je vais projeter les historiens et les sociologues dans cet espace pour voir où ils sont. Ce sera intéressant. Et puis des étudiants qui font des travaux sur des sous-champs : en neuro-économie on a fait un travail avec Emmanuel Monneau, un doctorant à Amiens sur l'émergence d'un sous-domaine, la neuro-économie, qui est intéressant du point de vue épistémologique parce qu'il est porteur d'une potentielle remise en cause ; et en même temps il est perçu aussi comme une menace par beaucoup d'autres acteurs, et du même coup il est un peu ambivalent. L'émergence de la neuro-économie nous est apparue comme vraiment très intéressante. Il y a une réception française de la neuro-économie, il y a thèse, il commence à y avoir une petite communauté de neuro-économistes. Et puis la thèse d'Arthur Jatteau sur les RCT<sup>17</sup>, les expériences aléatoires et le J-PAL : c'est un travail qui montrait l'émergence d'un groupe tout à fait particulier, une communauté qui est devenue symboliquement très dominante. Ils auront forcément le Nobel à un moment, est-ce que ce sera Esther Duflo ou Banerjee, on ne sait pas. Mais vu leur position actuelle dans les *rankings*, dans la bibliométrie, dans le système des prix, ils vont vers cela. En même temps ils sont connectés à l'action publique très directement et revendiquent une expertise scientifique de l'action publique qui excluent les autres types d'approche. Et un autre phénomène qui est apparu dans la thèse d'Arthur Jatteau est que ce soit un groupe piloté, ou en tout cas symboliquement incarné par une femme qui a des conséquences : à la différence de ce qu'on observe dans d'autres secteurs, il n'y a pas de plafond de verre, c'est-à-dire qu'on a plutôt plus de femmes dans les positions dirigeantes du J-PAL. Il observe des choses comme celles-là. Il y a aussi ce phénomène de féminisation qui est en train de travailler la discipline de l'intérieur, mais pour lequel pour l'instant on a des petites

---

<sup>17</sup> Randomized Controlled Trials.

observations comme celles-là, la montée d'Esther Duflo, quelques figures féminines qui sont en train de remettre en cause la discipline – j'ai donné les chiffres pour le *Who's Who* – qui est extrêmement masculine. J'étais à un colloque sur Edmond Malinvaud : quand je suis rentré dans la salle, il y avait deux femmes sur peut-être soixante personnes ! C'était des gens assez âgés, donc cela renvoyait à des états antérieurs du système, mais quand même. Chez nous, sociologues, ce n'est plus possible, cela n'arrive pas, on n'est jamais dans des situations de cette nature. Puis il y a de plus en plus de comparaisons internationales, mais je passe.

L'étude des banquiers centraux renvoie à l'idée de centralité opérationnelle. Ce qui fait la force de la discipline c'est qu'elle est connectée à des secteurs d'action publique bien définis dont elle s'est très largement emparée et qu'elle a en partie redéfinis. Ici, la monnaie est au cœur de l'ordre économique bien sûr. Donc être au cœur de l'institution qui pilote la monnaie, c'est être au cœur de l'ordre social d'une certaine manière. Et du même coup, c'est se doter d'une puissance qui n'est pas seulement symbolique, qui est matérielle bien évidemment. Je me suis mis à travailler sur les banquiers centraux assez tôt. Déjà pendant la thèse j'avais commencé à m'intéresser aux banques centrales. C'est au moment où on avait rendu la Banque de France indépendante dans le cadre de l'UEM<sup>18</sup> bien sûr en vue de la création de ce qui allait devenir l'Euro, et ce qui m'apparaissait intéressant c'était : qui on va nommer au Conseil ? De qui on va dire « ils sont les porteurs de l'expertise, de la légitimité ? ». Et finalement cette question ne m'a jamais quitté parce que je pense que c'est un analyseur de choses très intéressantes des sociétés. C'est « à qui on confie la gestion de la monnaie ? » Évidemment, de plus en plus à des économistes mais pas n'importe lesquels : des gens qui ont des PhD plutôt anglo-saxons, et qui ont toute une série de caractéristiques qui renvoient à la montée en puissance de la science économique. Ils sont passés par l'université. Pour les Européens, ce n'est pas forcément Chicago contrairement à l'idée reçue. Il y en a actuellement, mais pas beaucoup. C'est plutôt la côte Est, ce sont plutôt des départements d'économie qui ne sont pas forcément idéologiquement extrêmement marqués, mais ce sont des gens qui vont se spécialiser bien sûr en économie monétaire. Et donc la trajectoire biographique est liée à l'économie monétaire : le cas de Bernanke est un cas exemplaire puisqu'il va d'abord travailler sur la crise de 1929, se spécialiser en économie monétaire, commencer à travailler sur les banques centrales. Et c'est à cette occasion-là qu'il va commencer à entrer en interaction avec des banquiers centraux avant de devenir lui-même un banquier central au point d'incarner la banque centrale la plus puissante<sup>19</sup> et succéder à Greenspan<sup>20</sup>, ce qui n'est pas rien. Il y a un aspect qui m'intéressait, c'était la forte centralisation de la politique monétaire. Là, on a un secteur de l'action publique qui est hyper centralisé, ce qui est complètement assumé par le design même de l'institution, avec l'idée de comité qui a été théorisée par des économistes comme Blinder et d'autres, avec l'idée qu'un banquier central seul, c'est un peu risqué, cela a un côté un peu autoritaire. Ce sont des comités qui doivent délibérer, secrètement ou publiquement – il y a là un énorme débat

---

<sup>18</sup> Union Européenne et Monétaire.

<sup>19</sup> Ben Bernanke a été président de la FED (Federal Reserve Bank) de 2006 à 2014.

<sup>20</sup> Alan Greenspan a été président de la FED de 1987 à 2006.

évidemment en particulier en Europe –, et prendre des décisions opérationnelles sur les taux d'intérêt, qui sont des décisions déterminantes pour les économies.

Parfois, la réaction quand je commence à dire cela, c'est : « Oui, c'est normal que ce soient des économistes [qui s'en occupent], puisque l'économie monétaire c'est très complexe, etc. » Oui, mais rien n'est normal, d'une certaine manière. Il ne faut pas voir la réalité actuelle dans laquelle il est évident que la plupart des gens qui accèdent aux positions dans les comités ont une formation économique comme allant complètement de soi. Historiquement, ce n'est pas vrai. On a eu des profils très divers de gens qui pouvaient accéder à la fonction de gouverneur d'une banque centrale. Certains acteurs justifient d'avoir une diversité, par exemple à la direction des banques centrales, comme il y en a dans un comité de pilotage d'un secteur industriel où il faut des représentants syndicaux, des représentants patronaux. Dans les débats sur le premier CPM<sup>21</sup> – j'avais utilisé un premier CPM idéal créé par *Le Nouvel Économiste* qui était un palmarès des meilleurs futurs banquiers centraux – ils avaient pris en compte un critère qui a complètement disparu dans le débat public qui est représentant patronal / représentant syndical. L'idée qu'il y ait un représentant syndical dans un Conseil Politique Monétaire a pu être posée à un certain moment ; elle n'est plus posée. J'ai fait une présentation à la Banque Centrale Européenne, invité par le syndicat de la Banque Centrale Européenne : eux trouvent que la question est intéressante. Mais c'est une position dominée à l'intérieur de la Banque Centrale.

Très forts enjeux symboliques au point d'ailleurs qu'on va dire qu'un gouverneur de banque centrale est un économiste. C'est circulaire : il sera difficile de dire qu'il ne l'est pas même si on a pu le voir – je rappelais que lorsque François Villeroy de Galhau<sup>22</sup> a été nommé à la Banque de France, il y a eu une pétition d'économistes académiques pour dire que ce n'était pas un vrai économiste, il n'était pas assez académique. Il y avait un autre aspect, c'était le conflit d'intérêt : il venait de BNP Paribas. Il y avait les deux aspects. Ce qui me frappait le plus, c'était la revendication de légitimité des économistes académiques sur le poste de gouverneur de la Banque de France qui est nouvelle et qui renvoie à un processus international que j'ai été amené à décrire dans mes travaux. Ce qu'il m'a plu de constater c'était que les économistes eux-mêmes travaillant sur les banques centrales s'étaient mis à s'intéresser aux caractéristiques individuelles des membres des conseils. C'est-à-dire que c'est une question de sociologues, mais qui est en fait aussi une question d'économistes, y compris d'économistes tout à fait orthodoxes qui cherchent à comprendre comment se forment les préférences des acteurs qui conditionnent par agrégation la préférence collective qui va donner le taux d'intérêt directeur de la banque, sa politique en matière d'inflation, etc. Là aussi, on a un groupe très spécifique aux propriétés sociales complexes, et on ne peut pas l'analyser de la même façon comme coextensif à l'ensemble du champ du pouvoir parce qu'il y a des déséquilibres complets. J'ai fait pas mal de travaux, surtout publiés en anglais parce que ce sont des travaux souvent comparatifs, et que le sujet a plutôt intéressé un certain nombre de collègues en science politique notamment qui est un domaine où les institutions économiques, que ce soit la banque centrale ou le ministère des Finances, sont restés sous-

---

<sup>21</sup> Conseil de Politique Monétaire.

<sup>22</sup> François Villeroy de Galhau est gouverneur de la Banque de France depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

étudiés par rapport à d'autres secteurs et de l'action publique et d'activité, curieusement. J'ai par exemple une publication dans *French Politics*<sup>23</sup> sur la spécificité de la Banque Centrale Européenne dans le champ global des banquiers centraux (c'est un peu le style de travaux).

[La banque centrale] est une institution-clé de la discipline. Encore une fois, cet intérêt n'est pas anecdotique : je voudrais insister sur le fait que, pour moi, c'est une des propriétés de la discipline en tant que discipline historique. Elle est liée à cette institution, cette institution qui gère la monnaie. Le mouvement vers l'indépendance lui-même est étroitement lié à l'affirmation de la science économique et des économistes, à certaines conceptions bien sûr : monétariste, néo-monétariste, etc., nouveaux classiques, au succès académique d'un certain type de modèles (DSGE) qui sont utilisés dans les banques centrales. Mais j'aurais tendance, avant de mettre en avant les facteurs internes – techniques, les méthodes, les modèles, etc. –, à m'intéresser au processus social. C'est un processus par lequel le groupe a conquis l'institution et l'a redéfinie. Il a « *design(é)* » l'institution banque centrale à son image en quelque sorte en parallèle à sa structuration interne, sous la forme de programmes de formation, etc. Tout cela va de pair. Et c'est cela la grande force de la discipline : elle se structure en interne et en même temps elle s'articule à des institutions surpuissantes au niveau externe. Externe, c'est-à-dire sur la vie quotidienne des citoyens.

Les économistes ont largement évincé les concurrents. Les concurrents ici, comme je vous le disais, sont

- soit des concurrents disciplinaires : les juristes qui restent dans le champ politique, dans la politique électorale. Les juristes continuent d'être dominants.
- Et puis les professionnels de la politique qui sont en train d'arriver.

Mais dans les institutions que sont les banques centrales, qui sont mises hors de l'espace politique strict, la situation est différente : ils sont nommés, certes par des politiques, mais ils sont nommés sur la base de leurs compétences pour une part ; et donc, ils sont parvenus à évincer des concurrents. Et d'ailleurs la première victoire c'est l'indépendance en tant que telle qui permet d'évincer les politiques issus du processus électoral, issus d'un autre processus de sélection sociale. Et cela avec des articles fameux, toute une littérature importante académique encore citée, avec des facteurs d'impact énormes, pour expliquer qu'il vaut mieux des règles (Kydland et Prescott qui ont eu le prix Nobel [en 2004] d'ailleurs), il vaut mieux des règles que des politiques discrétionnaires. Et les politiques sont des gens élus à court terme, naviguant à vue, soumis aux intérêts de leurs concitoyens, incapables d'avoir une vision de longue durée, irrationnels au fond : ils subissent finalement les flux de la vie démocratique qui est implicitement disqualifiée dans toute cette vision. Sapir a écrit un livre qui s'intitulait *Les économistes contre la démocratie*<sup>24</sup>. Mais c'est vrai que quand on lit les textes légitimant l'indépendance des banques centrales, en matière monétaire en tout cas il y a une forme de refus de la procédure démocratique électorale. La nomination est aussi une procédure démocratique, la nomination par des élus. La défense du banquier central sera de dire cela, de dire « oui, c'est une nomination à qualité mais par un politique ».

---

<sup>23</sup> Lebaron F. (2010), "European Central Bank Leaders in the Global Space of Central Bankers: a Geometric Data Analysis Approach", *French Politics*, vol. 8, no. 3, p. 294-320.

<sup>24</sup> Sapir J. (2002), *Les Économistes contre la démocratie*, Albin Michel, Paris.

On va retrouver l'opposition structurale dans les ACM. Il y a deux grandes oppositions :

- Une opposition entre un pôle académique et un pôle de praticiens. On la retrouve tout le temps du point de vue des trajectoires. 55% des banquiers centraux de l'analyse étaient dotés d'un PhD. Cette analyse repose sur 140 membres de conseils dans quatre banques centrales entre 1999 et 2011. C'est une analyse sur une période suffisamment longue (sans être de longue durée).
- La domination masculine énorme (9% de femmes) et l'Europe n'est pas exemplaire en la matière, ce qui est plutôt étonnant.

À l'instar de l'analyse précédente, j'ai construit un espace multidimensionnel sur la base de questions de trajectoires scolaires et professionnelles qui me permet de voir quels sont les principes de différenciation, quels sont les pôles. J'obtiens un espace tridimensionnel :

Un premier axe :

- ✓ un premier pôle avec les académiques (les PhD) à gauche. Il y a beaucoup de banquiers centraux définis de cette façon, des gens qui font partie des comités et qui votent sur les taux directeurs. Ils sont passés par le monde académique, ils ont été professeurs d'université, ils ont des publications. Ils ont des CV académiques, y compris sur le site des banques centrales. Et si vous allez là-bas, vous avez l'impression d'être dans un département universitaire : la banque centrale elle-même, le département de la recherche en particulier, ressemble beaucoup à une université. C'est un point intéressant. D'ailleurs les banques centrales sont classées dans les *rankings* internationaux, dans le REPEC, etc. et souvent très haut, parmi les meilleurs départements universitaires. Ce profil académique qu'on va trouver chez un certain nombre de banquiers centraux s'oppose à :
- ✓ un profil politico-bureaucratique : il y a aussi une voie politico-bureaucratique pour accéder à la position dominante dans la banque centrale. Ce qui montre bien là encore la solidarité entre la discipline économique comme discipline scientifique et le pouvoir. Et en particulier le pouvoir politico-administratif.

Ceci se combine à un deuxième axe :

- ✓ Les insiders : les gens qui font leur carrière à l'intérieur de la banque centrale. Ils sont assez académiques, en fait, mais à l'intérieur de la banque centrale : ils ont à un moment fait leur thèse et ils entrent à la banque centrale pour y faire carrière. Ils passent, souvent en début de carrière, par le département de la recherche puis par d'autres départements pour arriver éventuellement à un moment à être nommés à la tête de la banque centrale et à occuper cette fonction dans le conseil, dans le comité, qui va avoir un rôle très important.
- ✓ Les outsiders : les gens qui sont nommés de l'extérieur, qui peuvent venir de la finance, de la politique, et qui n'ont rien à voir dans leur parcours professionnel antérieur avec la banque centrale.

Légitimité interne versus légitimité externe

Je passe sur l'axe 3...

J'ai positionné les gouverneurs des quatre banques centrales pendant la période que j'ai étudiée, donc jusqu'en 2011, et on voit en bas (ordre chronologique) :



Hayami / Fukui / Shirakawa : tendance à une académisation du profil du gouverneur à la banque centrale japonaise.

En calculant le point moyen du conseil (par l'analyse de données), je vois que la banque de Chine est assez atypique du côté politico-administratif et du côté carrière interne. Les trois autres banques sont assez proches. C'est un des résultats un peu frustrants : entre la BCE et la FED du point de vue des propriétés sociales, en moyenne il n'y a pas grande différence. Et pour cause : d'une certaine manière c'est le modèle de la FED qui s'est imposé. On dit toujours que c'est le modèle de la Bundesbank, oui mais en termes de formation, en termes de caractéristiques sociales, c'est aussi le modèle de la FED : un modèle très académique avec le passage par l'université comme source de légitimité très importante, le passage par la finance, etc. La banque du Japon est un peu atypique du côté externe, mais pas du tout atypique sur l'axe « académique *versus* politico-administratif ».

Cette démarche me permet de voir le point moyen des membres du Conseil de la banque chinoise et de vérifier ce que je savais en ayant lu les CV et les biographies des différents acteurs : étaient arrivés des économistes à l'américaine qui avaient fait leur PhD aux États-Unis au sein du *Policy Council* de la banque chinoise. Ça reste très politico-administratif sous contrôle du Parti, mais on voit quand même une tendance à l'académisation : cette norme internationale fonctionne même dans le cas *a priori* le plus éloigné qui est celui de la Chine. Il y a celui de la Corée du Nord qui est encore plus éloigné : je pense qu'on est uniquement dans le politico-administratif, mais je n'ai pas les données. On a juste des noms en fait. Alors que pour la Chine on a le *China Vitae* qui est extraordinaire : un site sur lequel des Américains donnent les CV des leaders, des Chinois de différents secteurs, pas seulement politique.

Les prolongements, ce sont notamment des travaux sur les politiques d'austérité dans la même perspective. C'est-à-dire qu'on ne peut pas se contenter de travailler sur la politique monétaire, je pense qu'il faut aller au-delà ne serait-ce que parce qu'en Europe la BCE s'exprime aussi sur les questions budgétaires, intervient dans le cadre de la troïka<sup>25</sup>. Depuis la crise [de 2008], on ne peut pas faire comme si la politique budgétaire était une chose et la politique monétaire une autre. On n'a jamais pu, puisque les critères de convergence, les critères de Maastricht lient les deux. Et du même coup, cela renforce encore l'idée de centralité fonctionnelle des économistes puisqu'en Europe ils font la politique monétaire et dans une large mesure la politique budgétaire. Dans une large mesure mais avec beaucoup de débats, puisque là il y a un débat entre économistes : il y a des économistes qui contestent l'austérité (en France Piketty et d'autres, les Atterrés, etc.). Je n'entre pas dans le débat.

Dans la troisième partie (je vais juste indiquer la ligne des travaux) : une centralité fonctionnelle qui s'accompagne d'une transformation des caractéristiques des acteurs centraux dans le sens d'une montée de la légitimité de la science économique, montée qui est vraiment biface :

- c'est la science économique par rapport aux autres disciplines,

---

<sup>25</sup> Dans l'Union Européenne, la troïka représente l'alliance de la Banque Centrale Européenne, de la Commission Européenne et du Fonds Monétaire International, dont l'objet est de superviser les plans de sauvetage dans les États membres de l'Union européenne confrontés à de graves difficultés économiques.

- mais c'est toujours aussi dans un processus de transformation sociale plus général non seulement du champ du pouvoir, des élites elles-mêmes qui sont de plus en plus académiques, etc., et accordent de plus en plus de place à la légitimité de la science économique, mais aussi de certaines institutions qui sont placées dans des positions fonctionnellement extrêmement importantes pour l'ordre économique et social. Ce qui démultiplie encore la puissance de l'économie.

Le dernier point, c'était au fond aborder les choses sous un autre angle qui est celui du pouvoir des discours. L'économie est forte parce qu'elle est aussi symboliquement puissante à travers le discours. Elle s'impose dans le discours : elle impose son lexique, elle impose dans une certaine mesure sa syntaxe, elle impose son mode d'argumentation, ses catégories ou critères d'évaluation. Et au fond je pense que c'est cela le grand succès de la science économique : c'est d'avoir réussi à imposer très largement ses critères d'appréciation par le langage. Il y a toute une littérature sur la performativité, l'idée que le discours a des effets. Cela vient d'Austin<sup>26</sup>, cela vient de la philosophie du langage. *Quand dire, c'est faire*<sup>27</sup> c'est l'idée qu'en parlant, en s'exprimant, l'économiste a des effets concrets. Dans le cas des banques centrales, c'est un cas trop beau pour être vrai. Il y a maintenant des économistes qui se sont mis à travailler sur le discours parce qu'on ne peut pas faire l'impasse sur le poids du discours. Avec trois mots on a sauvé une monnaie : *Whatever it takes*. C'est vraiment ce qui s'est passé : les trois mots sont chargés d'implicite, de connotation dans un contexte bien particulier. Cela veut dire qu'il [Mario Draghi, président de la BCE] est prêt à aller très loin par rapport aux traités et en gros à les contourner par tous les moyens : *Whatever it takes*. Pour moi c'était vraiment un cas très intéressant, le pouvoir des mots, pouvoir symbolique. Cela veut dire que l'action publique est difficile à penser si l'on n'intègre pas la dimension langagière. Et l'action publique des économistes repose beaucoup sur la maîtrise d'un certain langage, la capacité à agir par le langage, dans certaines situations, dans certains contextes. J'essaie donc de tirer ce fil de manière un peu systématique, y compris en faisant de la lexicométrie. J'avais préparé une citation de Stark que je vais tout de même commenter parce que pour moi c'est la prophétie qui annonce l'austérité<sup>28</sup>. Je n'ai rien trouvé d'antérieur à cela. Dans le contexte de la crise de 2008-2009, je n'ai pas trouvé de discours plus tôt qui annonce ce que vont être les politiques d'austérité à partir de 2010. C'est juin 2009, ce n'est pas très tôt

<sup>26</sup> John Langshaw Austin (1911-1960), philosophe anglais, qui s'est intéressé notamment au sens en philosophie et à la philosophie du langage ordinaire.

<sup>27</sup> Traduction de l'ouvrage de Austin J.L. (1955) *How to do things with Words: The William James Lectures delivered at Harvard University in 1955*, Ed. Urmson, Oxford, 1962. *Quand dire c'est faire*, Éditions du Seuil, Paris, 1970 (traduction par Gilles Lane)

<sup>28</sup> Citation extraite du diaporama de Frédéric Lebaron : « Si l'on regarde vers l'avant, la principale priorité pour les gouvernements de la zone euro doit être de définir des sorties de crise qui répondent à ces grands déséquilibres fiscaux et réduisent l'implication directe du gouvernement dans le secteur financier. (...). La stratégie de sortie de crise la plus crédible serait pour les gouvernements de démontrer clairement leur engagement à revenir à de saines politiques fiscales, en pleine cohérence avec le Pacte de Stabilité et de Croissance. Le processus d'ajustement devrait commencer en principe en 2010 et en aucun cas plus tard que la reprise économique. Les efforts devraient être accentués en 2011. » (Jurgen Stark, 25 juin 2009 - <https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2009/html/sp090625.en.html>)

mais c'est six mois avant quand même. Jurgen Stark, qui est membre du Conseil à ce moment-là – du Conseil des gouverneurs – qui est membre du Directoire, qui va démissionner après d'ailleurs – il sera mécontent de l'évolution de la politique de la BCE – et qui là nous dit : « définir des sorties de crise », c'est la notion d'*exit strategy*, il faut définir une sortie de crise. Il y a des formules figées. C'est vrai que c'est un type de discours très particulier le discours du banquier central. Et en l'occurrence qui porte sur les questions budgétaires, grands déséquilibres fiscaux. « La stratégie de sortie de crise la plus crédible serait pour les gouvernements de démontrer clairement leur engagement à revenir à de saines politiques fiscales ». Tout simplement. C'est une autre façon de dire « maintenant, il faut faire de l'austérité de manière rapide, commencer vite, ne pas attendre la reprise, et y aller très fort ». Ce qui n'allait pas du tout de soi et qui a donné lieu à l'énorme polémique de politique économique dans laquelle nous sommes encore : à savoir que ces politiques d'austérité ont cassé la croissance, n'ont pas permis la reprise, ont eu des effets sociaux dans certains contextes nationaux, dans un contexte de fragilisation plus général d'États et des sociétés, tragiques. Le cas de la Grèce. C'est intéressant parce que [Jurgen Stark] n'est pas un acteur très connu mais qui formule très vite ce qui va devenir le discours de politique publique dominant à partir du premier semestre de 2010, et surtout à partir du moment où le discours va être repris par des acteurs politiques centraux, c'est-à-dire Angela Merkel et Nicolas Sarkozy principalement qui mettent toute leur autorité politique dans le sens de ce discours. Mais ce discours n'est pas issu de leur propre raisonnement : ce n'est pas Angela Merkel, ce n'est même pas Wolfgang Schäuble qui a eu un rôle très important pour faire passer ce discours-là au sein du gouvernement allemand, qui continue de le diffuser d'ailleurs. Il n'a pas bougé par rapport à ce discours-là. J'étudie évidemment les fréquences des mots (des choses assez classiques) pour essayer de comprendre l'univers sémantique du banquier central, comment on fait exister une institution en répétant tout le temps « la stabilité ». Voilà un bel exemple de performatif : vous voulez la stabilité des prix, vous cherchez tout le temps la stabilité des prix, j'ai pour mission plus exactement la stabilité des prix. C'est important de rappeler cela, le discours fait partie de la politique monétaire en l'occurrence. Dans un article à paraître dans la revue *Langage et Société*<sup>29</sup> avec Thierry Guilbert, on a essayé de comparer les discours à des dates différentes. On a pris trois dates : 1999, 2008, 2015. Parmi les hypothèses, il y avait l'idée que dans la période il y avait un discours de légitimation de l'institution qui vise à la faire exister parce que la Banque Centrale Européenne n'est pas une institution ancienne par définition. Et donc pour la faire exister il faut répéter en permanence sa mission, répéter ce qu'elle est, son identité. Ainsi on a vraiment une très forte occurrence des mêmes mots avec un discours extrêmement répétitif pour dire toujours la même chose. En revanche en 2008, qui est un contexte de crise, on voit apparaître un discours plus clairement « de crise ». Et on a essayé de projeter les caractéristiques des locuteurs dans des nuages (par de l'analyse des correspondances) mais je n'ai pas le temps de vous présenter les analyses qui seront publiés dans *Langage et Société*. C'était intéressant de voir pour moi qu'il y avait des membres du Conseil des gouverneurs (du Directoire ici, ce ne sont que des banques du

---

<sup>29</sup> Guilbert T. et Lebaron F., « L'économie des mots et les mots de l'économie : analyse sociodiscursive des discours des dirigeants de la Banque centrale européenne », *Langage et Société*, à paraître.

Directoire) qui s'expriment devant des audiences vraiment importantes : des parlements nationaux (gros enjeux) où ce seront des banquiers. C'est cela leurs vrais interlocuteurs. C'est là qu'il faut bien défendre, légitimer, la politique de l'institution. Inversement, vous avez les discours tenus par des acteurs beaucoup plus périphériques du Directoire et sur des sujets plus marginaux qui vont être par exemple prononcés à l'université de Beyrouth. Tous ces discours sont mis sur le même plan sur le site. Mais on voit bien, quand on fait l'analyse un peu sociologique de cela, qu'il y a des discours qui sont beaucoup plus fondamentaux, centraux, qui pèsent plus que d'autres, et on le voit aux propriétés des acteurs qui les prononcent aussi. Les prolongements : j'ai fait des travaux sur la notion de modèle social – c'était une commande de la CGT (l'ISERES CGT à l'époque) qui m'avait demandé une étude sur l'usage de la notion de modèle social dans le débat public. C'est au moment où Nicolas Sarkozy avait mis sur l'agenda la réforme du modèle social français – mais cela avait commencé avec Raffarin et Villepin, avec le referendum sur le TCE<sup>30</sup>. Cette formule a un peu disparu même si la thématique de la réforme structurelle en France n'a pas disparu. Elle est même plus que jamais d'actualité ces jours-ci, je pense. L'idée est de travailler sur des secteurs de l'action publique où la centralité des économistes est liée au caractère fonctionnellement central des institutions qu'ils contrôlent pour une bonne part, ou dans lesquelles ils pèsent très fortement.

Pour résumer, il y a un triple fondement : positionnel, fonctionnel, sociodiscursif. C'est un vaste chantier de recherche qui n'a été qu'esquissé par mes travaux et les travaux d'autres collègues. J'en ai cité un certain nombre. Il y a des travaux assez convergents dans différents pays. Une des choses qui nous amuse c'est de constater lorsqu'on présente les dynamiques du groupe professionnel en Argentine on retrouve des similitudes avec ce qui se passe en Russie (il s'agit de Olessia Kirtchik et Mariana Herredia) : du coup les collègues ont fait un papier commun comparant les économistes en Argentine et en Russie, alors que la trajectoire nationale semble extrêmement différente. On a en fait des processus transnationaux extrêmement forts de telle sorte que finalement les variations nationales se font sur un fond de similitudes quand même assez importantes, ce qui est très lié au fait que c'est aussi, comme on pourrait le dire en termes bourdieusiens, un mode de domination, un mode de reproduction qui s'est constitué, dans lequel les économistes occupent un rôle central. Dans ce type de travaux, ma perspective n'est pas du tout celle de l'histoire de la pensée classique. C'est vraiment de l'histoire sociologique, de la sociologie historique, avec un rôle très important donné aux acteurs, à leur trajectoire biographique et à leurs prises de position. Et au contenu, mais au contenu analysé plutôt sous l'angle de l'analyse du discours qu'une analyse interne classique.

Merci beaucoup.

---

<sup>30</sup> Traité constitutionnel européen.

## *Discussion*

**Jean-Philippe Colin** (socio-économiste, IRD) : J'ai trois commentaires et une question.

Un premier commentaire sur le partage d'une anecdote. J'ai été accueilli dans un département universitaire américain il y a deux décennies, on avait eu un topo extrêmement intéressant de : pourquoi les vieux institutionnalistes du XXe siècle qui étaient la référence, étaient l'orthodoxie, ont été complètement balayés par ensuite les keynésiens et les néo-classiques. Et donc l'argumentaire de ce collègue, qui faisait ce topo sur une base statistique, était de dire qu'avec le New Deal, les vieux institutionnalistes qui se voulaient impliqués dans l'action politique, philosophique, pragmatique, etc., c'étaient retrouvés complètement aspirés par les structures de pouvoir au niveau des États, et qu'ils avaient laissé quelque part le champ académique libre à d'autres écoles, et ils n'ont jamais retrouvé ensuite leur position dans les années qui ont suivi.

Par rapport à la stabilité des positions, la stabilité ou les retournements de position, il y a une illustration intéressante ici dans le contexte français plutôt ruraliste qui nous intéresse, c'est l'économie à l'INRA : voir comment dans les années 1970 l'orthodoxie était néo-marxienne, néo-marxiste, et qu'il y a eu un retournement total et avec *envoi en rééducation* de nos collègues économistes de l'INRA pour se former en économétrie et devenir *sérieux*. De la même façon, Alain de Janvry : grand économiste français mais grand économiste agricole aux États-Unis et responsable du département d'économie agricole à Berkeley (Californie). Et comme disait un de ses doctorants : *il s'est endormi réformiste et il s'est réveillé institutionnaliste un jour*. C'est intéressant de voir pourquoi on a ces chamboulements de pouvoir et de positionnement institutionnels.

La question : par rapport à cette domination des économistes, *quid* de la situation un peu spécifique française où on a quelque chose qui s'appelle l'ENA et qu'il n'y a pas aux États-Unis, si on fait une comparaison un peu simpliste ? Et en quoi le fait qu'il y ait quelque chose qui s'appelle l'ENA en France influe sur ce positionnement des économistes ? Les énarques en général ne sont pas économistes de formation et ce n'est pas à l'ENA qu'ils vont apprendre à maîtriser ce que l'économie académique considère comme étant le standard en termes de méthodes quantitatives. Les polytechniciens c'est différent, mais les énarques qui viennent de Science Po...

**Frédéric Lebaron** : C'est une question qui me préoccupe beaucoup parce que dans *la Noblesse d'État*, Bourdieu indiquait la montée en puissance de l'ENA justement, en laissant d'ailleurs un peu en arrière-plan, même s'il l'avait vu, la montée en puissance des écoles de commerce (dans le champ des grandes écoles, les deux phénomènes sont un peu liés). Mais ce que j'ai pu observer d'intéressant c'est, dans le contexte des comparaisons internationales, notamment sur les banquiers centraux, le fait qu'il y a là un gros enjeu. C'est-à-dire que l'ENA est menacée, la trajectoire liée à l'ENA (l'inspection des Finances, le *cursus honorum* classique – celui d'ailleurs de notre futur président qui est passé par l'ENA et a été inspecteur des Finances) – est perçue à l'international un peu comme un archaïsme. On en a vu la traduction au moment de la nomination de Villeroy de Galhau justement où il y avait clairement eu un enjeu avec un candidat alternatif qui était Benoît Coeuré, qui lui se trouve

être un administrateur de l'INSEE, qui a enseigné à Science Po, qui a aussi été à la direction du Trésor... qui est donc tout sauf un outsider de l'univers politico-administratif dominant. Mais c'est l'autre corps [celui de Coeuré], celui des administrateurs de l'INSEE qui étaient marginaux par rapport aux administrateurs civils et *a fortiori* aux inspecteurs des Finances, au ministère des Finances, parce que polytechniciens. Et justement on les cantonnait à des choses plus techniques (l'économie dans ses aspects statistiques, la prévision, etc.). Et on voit que dans le contexte de la montée en puissance de la discipline et de la montée en puissance de la banque centrale, cela devient problématique. C'est-à-dire que la légitimité liée au fait d'avoir fait une thèse en particulier devient de plus en plus forte. Coeuré est intermédiaire de ce point de vue : il n'a pas un profil si académique que cela, mais un peu plus que Trichet<sup>31</sup> et clairement plus que Villeroy de Galhau. Si vous lisez du Villeroy de Galhau, c'est typiquement l'énarque qui est passé par Science Po, qui a fait de l'économie avec Pébereau (qui était son mentor), qui n'a jamais fait de vraie économie au sens académique du terme. Un phénomène qui est en train de compenser potentiellement ceci, c'est la transformation des curricula à Science Po qui sont devenus beaucoup plus académiques. Ce n'est pas seulement le cas en économie, c'est le cas sociologie, en science politique, c'est le cas dans toutes les disciplines, avec une très forte structuration de Science Po Paris – qui est évidemment liée à la politique de Richard Descoings, à une stratégie de légitimation par l'international de Science Po Paris – qui fait que les futurs énarques sont confrontés à l'économie standard, académique, d'assez haut niveau à Science Po Paris qui n'est pas tout à fait en compétition avec Paris School of Economics (PSE), Toulouse School of Economics (TSE), le secteur d'élite de la discipline, mais qui en est proche avec en particulier en économie publique un rôle tout à fait important. Ceci explique beaucoup de choses sur l'évolution de la discipline puisque ce sont eux qui définissent maintenant ce qu'est au fond l'évaluation des politiques publiques, ce qui est une des cibles de l'économie et pour laquelle il y a de très gros enjeux aujourd'hui. L'évaluation des politiques publiques c'est aussi une façon de prendre le contrôle de l'action publique, tout simplement.

Le cursus de l'ENA n'est pas assimilable à ce que j'ai décrit. C'est plutôt « business school » : on fait plutôt de la gestion, des études de cas, des choses très pratiques avec une culture économique, comme l'a notamment montré Sarah Kolopp. Le processus d'ensemble a plutôt ringardisé ce type de formation qui était perçu comme le summum de la technocratie (Giscard d'Estaing... c'était là qu'on pouvait acquérir la compétence économique). C'est beaucoup moins vrai aujourd'hui, il y a tout de même un déclin structurel. Mais on y apprend à repérer les économistes alliés. Par exemple, Macron est allé chercher Aghion, Pisani-Ferry, Martin. Il a une capacité à enrôler les économistes qui ont la légitimité académique. Il a un staff d'économistes qui sont bifaces, à la fois haute fonction publique et quand même légitimité académique. Le déclin de l'ENA pourrait se traduire par un risque potentiel dans les positions internationales, dans les organisations internationales typiquement. C'est vrai que l'inspection des Finances ou les administrateurs civils, etc., étaient ce qui permettait d'accéder jusqu'à une période récente. Or, ce n'est plus le cas à la direction du FMI... C'est donc en

---

<sup>31</sup> Jean-Claude Trichet a été directeur du Trésor de 1987 à 1993, gouverneur de la Banque de France de 1993 à 2003 et président de la Banque Centrale Européenne de 2003 à 2011.

train de bouger et au profit, je pense, du PhD à l'américaine, du moins à terme, Christine Lagarde étant en fait totalement atypique en tant que non-économiste.

Dans mon analyse du champ des économistes, je n'avais pas pris les énarques sauf s'ils se réclamaient d'une légitimité d'économiste dans le *Who's Who*, avec des publications, avec un minimum de titres à faire valoir. Je les ai donc enlevés dans une large mesure – il en reste peut-être un ou deux. Je me suis dit que c'était trop hétérogène : on est du côté de l'action. Mais vous avez raison, et le *Who's Who* en est une parfaite traduction, on a encore un certain nombre d'acteurs qui se revendiquent comme économistes qui sont issus de cette filière-là, qui continuent d'exister mais avec de moins en moins de légitimité à faire valoir du point de vue académique. Au fur et à mesure que se structure le *cursus honorum* académique, je pense que cela les marginalise. En parlant de Chevènement, aujourd'hui aucun économiste académique ne dirait qu'il est économiste. À une époque c'était peut-être un peu plus le cas, quand il était au CERES<sup>32</sup> où il produisait la doctrine du parti socialiste, l'aile gauche du parti socialiste, etc. C'est une question centrale dans la reproduction des élites économiques.

**Benoît Prévost** (économiste, UM3) : On a entendu que la réforme du régime des thèses était en grande partie justifiée par ces hauts fonctionnaires qui ne peuvent pas revendiquer la légitimité d'une thèse – ils vont l'obtenir maintenant sur actes professionnels. Est-ce que cela ne va pas du coup modifier la définition de ce qu'est un économiste notamment pour vos travaux ? Comment vous allez faire pour le faire entrer dans les échantillons de votre travail ?

**Frédéric Lebaron** : Cela va être un exercice de codage. Je pense qu'on va bien distinguer justement le type de thèses. Mais je suis assez sceptique sur le fait que cela bouleverse les choses, je ne crois pas. Mais c'est sûr qu'on va voir se multiplier ce genre de références de thèse sur des profils peu académiques. Ce qui signifie bien, en creux et en négatif, la montée en puissance de la légitimité par la thèse justement. C'est pour cela que je suis assez ambivalent par rapport à ces évolutions-là. J'ai plein de collègues qui râlent (« c'est vraiment scandaleux, ils vont avoir des thèses sans avoir rien fait ! »). Mais en même temps s'ils se sentent tenus d'avoir une thèse, c'est plutôt bon signe sur le statut du doctorat. On peut renvoyer à un problème plus général, qui est le statut du doctorat par rapport au passage par les grandes écoles, l'université par rapport aux grandes écoles. C'est un sujet extrêmement vaste. C'est le sujet de notre mode de formation des élites qui est en cause dans cette question. C'est pourquoi je m'intéresse aux conflits : Villeroy de Galhau, la pétition des économistes... J'avais rencontré le président du CNU (du jury d'agrégation), à l'époque c'était André Cartapanis, qui avait dit : « tous les banquiers centraux dans tous les pays ont des PhD ». Et je lui disais qu'ayant travaillé sur le sujet, ce n'était pas tout-à-fait le cas. Si on restreint au cas des banques anglo-saxonnes, c'est davantage vrai. C'est aussi un marché du travail dont on parle, c'est le marché du travail des docteurs, et qui en économie est beaucoup plus vaste que dans d'autres disciplines. Il y a une propriété importante de la discipline à partir du moment où la thèse ouvre des opportunités professionnelles très différentes de celles qu'ouvrent la thèse en science politique ou en sociologie.

---

<sup>32</sup> Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste.

Par ailleurs, en réaction aux commentaires que je partage, l'anecdote sur les institutionnalismes balayés par le fait qu'ils se sont trop impliqués dans l'opérationnel, ont abandonné la position interne, démontre qu'il y a un jeu de bascule, un jeu de système dynamique qui se crée. On voit cela avec les hétérodoxes français en 1981 : on a une hétérodoxie qui est très puissante en France dans les années 1970 au point que lorsqu'on regarde les statistiques de l'agrégation du supérieur, le séminaire Aftalion, les gens autour de Dominique Taddéi sont très puissants – à Amiens, il y a une place forte, comme le montre Emmanuel Monneau – et en quelques années ils vont être marginalisés. C'est aussi toute l'histoire de l'hétérodoxie académique à Paris I : leur force sera les maîtres de conférences, Bernard Guerrien par exemple... Quelques positions de résistance mais des positions tout de même très affaiblies chez les professeurs. Et bientôt plus du tout de postes à l'agrégation (voir les statistiques de l'AFEP de Florence Jany-catrice), et donc le fait qu'il n'y ait plus du tout d'hétérodoxes dans les années 2000 qui obtiennent l'agrégation du supérieur. Ce qui est surprenant. Une telle évolution en très peu de temps. Un des facteurs est qu'ils vont beaucoup s'impliquer dans la politique économique, au moins dans une première phase (1981 – 1984), pour certains accéder à des positions de pouvoir puisqu'il y a des groupes nationalisés, tout un ensemble de positions dans les cabinets, tout un renouvellement des carrières professionnelles possible par la politique, et qu'effectivement c'est aussi un piège : on abandonne les positions académiques, et si on ne construit pas la légitimité académique ou qu'on ne continue pas de la construire – c'est ce qui s'est produit : on avait des courants dynamiques, néo-ricardiens, différentes formes de marxisme, etc., qui sont un peu dans l'impasse faute de reproduction puisqu'il n'y a pas de nouvelles thèses, il n'y a pas de transition qui s'opère... Ces phénomènes ont été étudiés par exemple par Emmanuel Monneau, des gens qui se sont intéressés à l'histoire de l'hétérodoxie. J'ai participé à Amiens en décembre à un colloque sur les hétérodoxes en Europe (il y avait des gens de différents pays) et l'un des constats était que l'hétérodoxie reste comparativement assez forte en France. Même s'ils peuvent disparaître par les procédures de recrutement des maîtres de conférences, du CNU. S'il y a de moins en moins de profs hétérodoxes, à un moment cela va basculer. On voit bien que l'équilibre est très instable dans pas mal de départements. La réduction de la diversité est tendancielle.

**Christian Poncet** (économiste, UM) : L'idée de domination, de mon point de vue, peut être conçue à deux niveaux : le premier c'est la volonté hégémoniste notamment *via* les autres disciplines en sciences sociales qui a permis cette structuration. Mais il y a un autre aspect qui m'apparaît très important, et c'est un peu le mouvement inverse : comment la technique économique a été récupérée par le champ du pouvoir justement. C'est-à-dire la manière dont l'économie est devenue le discours officiel et dominant de la part du politique notamment. Deux choses me font dire cela :

- L'anglais qui pour un Français est une manière relativement appauvrie de discourir sur la société, et qui relève d'une démarche essentiellement technique.
- La place que prend l'économie dans les médias : l'économie devient un alibi aux discours journalistiques.



Cette technicisation de l'économie devient l'argument « scientifique » pour un discours qui est politique.

**Frédéric Lebaron** : Je ne pense pas que ce soit à rebours mais en convergence avec ce que j'essayais de montrer dans la troisième partie. C'est-à-dire que l'autorité du discours se traduit par la prégnance des catégories économiques dans les discours politiques par exemple. Les gens qui travaillent sur le discours politique oublient souvent de le rappeler. Christian Le Bart a fait un excellent livre sur le discours politique, et la plupart de ses exemples viennent du discours économique, et de raisonnements économiques qui sont passés dans le discours politique. On observe que par toute une série de processus de diffusion complexe, les références à la science économique, se diffusent, sont reprises, et fondent la légitimité des politiques eux-mêmes. Certains acteurs politiques fondent leur autorité sur le fait qu'ils sont eux-mêmes économistes et qu'ils maîtrisent dans une certaine mesure le savoir économique : il y a en France toute une filiation sur laquelle j'ai travaillé dans laquelle on peut mettre Rocard, Delors... des acteurs politiques centraux.

Vous évoquez quelque chose qui reste dans l'ombre : le rôle des médias. Quand j'ai fait ma thèse, Julien Duval<sup>33</sup> faisait la sienne sur le journalisme économique et il a montré le même processus : la structuration d'une spécialité à l'intérieur du journalisme, autour du journalisme économique, et l'évolution du contenu qui était au début assez macro et assez lié aux institutions publiques (on faisait son article sur le dernier chiffre issu de la comptabilité nationale ou les comptes nationaux trimestriels, le PIB... les agrégats, la macro) a de plus en plus évolué vers l'entreprise (que les journalistes appelaient la micro). Les journalistes ont aussi leur macro et leur micro, mais ce n'est pas la même chose : la micro c'est l'entreprise, et la macro c'est la politique économique. Ce sont les catégories journalistiques sur l'économie. Avec une structuration en groupes professionnels de journalistes économiques et financiers, avec l'existence d'une presse économique et financière très légitime, anglo-saxonne (le *Financial Times*, *The Economist*), et une légitimité extrêmement forte qui a des ramifications. On ne peut pas faire l'impasse sur le secteur médiatique, et ce n'est pas par hasard si j'ai évoqué l'impact des médias comme amplificateur du Nobel. Dès qu'un Nobel est annoncé, on a des cours d'économie très simplifiés ; et des tentatives d'abus d'autorité pure et simple quand Gérard Debreu nous dit qu'il a mathématiquement prouvé la supériorité du capitalisme, ce qui est repris par le journaliste du *Figaro*, etc. (Tirole n'est pas loin de dire des choses analogues), avec à chaque fois un très large écho médiatique et donc politique. Les politiques sont dans un discours d'infériorité par rapport aux économistes, surtout s'ils n'ont pas de formation économique ou très peu. En termes d'autorité socio-discursive, c'est important de toujours rapporter le discours du politique à ces économistes, aux économistes sur lesquels il s'appuie et éventuellement à leurs limites ou leur forme d'autorité spécifique. Je ne suis pas sûr qu'on puisse dire que cela va à rebours, sinon que vous insistez plus sur l'aspect technique. L'économie se diffuse de manière inconsciente par les techniques, par une certaine manière de raisonnement et d'analyse.

---

<sup>33</sup> Julien Duval est directeur de recherche CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique au CSE-EHESS.

**Christian Poncet** : L'idée d'aller à rebours était plus prise comme un économiste, ou l'économie, comme un outil qui vient étayer un discours, c'est-à-dire où le dominant devient dominé par le politique.

**Frédéric Lebaron** : Effectivement, il y a toujours ce dualisme où c'est *in fine* le politique qui est censé décider. Tous les économistes ne se satisfont pas de cela : si on lit bien Cahuc et Zylberberg, il y a une revendication d'expertise qui conduit à des décisions univoques en matière de politique publique. C'est aujourd'hui le schéma qui est en train d'émerger, ce qui est un peu surprenant : c'est un retour à la technocratie classique, l'idée que le technicien est celui qui maîtrise le mieux le sujet et donc le plus apte au fond à fournir le *toolkit*.

**Frédéric Lançon** (économiste, CIRAD) : La position de Draghi à la Banque Européenne montre qu'il y a une réalité à laquelle se conforme le discours quel qu'il soit.

Quel recul peut-on avoir sur cette place de l'économie par rapport au pouvoir (éviction des institutionnalistes impliqués dans la politique économique) ? Il y a quelque chose de très marquant dans ce basculement, c'est le retournement des années 1970 : Raymond Barre est le premier ministre mis en place, ce qui est tout à fait symbolique. Le politique se retrouve sans moyen d'apporter une réponse politique par rapport aux enjeux, avec la montée du chômage qui n'était pas du tout vue comme quelque chose de possible. Il y a maintenant cette rémanence autour des enjeux de mondialisation et la délocalisation de la norme. Il y a une demande d'analyse et d'explication. Que les dominants n'aient pas la bonne explication, c'est une chose. Mais pour revenir sur l'histoire de Draghi, c'est intéressant de voir qu'il a été amené à prendre une position complètement en opposition par rapport à la doxa, à l'ensemble de la communauté de la Commission européenne. Quand on voit les négociations autour de la Grèce par exemple, le FMI apparaît toujours comme détenant la doxa, ce qui n'est pas vrai. Les deux entités les plus ultra libérales et aveugles étaient la Commission européenne (qui avait la moindre légitimité sur le discours économique), et c'est ensuite grâce à la Banque Européenne et surtout au FMI qu'il y a eu entre guillemets des volontés de changer de cap. Dans les années 2010, le FMI préconisait la socialisation d'une partie de la dette grecque par les institutions internationales, même si aujourd'hui on dit que c'est trop tard.

Il faut aussi remettre cette mécanique de relation au pouvoir : entre des économistes et le pouvoir, il y a aussi en face une réalité sociale à laquelle tout le monde est confronté. Il y a une nécessité de sortir d'une vision totalement normée. Il y a même un certain pragmatisme chez les plus dogmatiques.

**Frédéric Lebaron** : C'est tout à fait ce qu'enseigne la sociologie de l'action publique lorsqu'on travaille sur la gestion des crises – ce que j'essaie de faire sur la période post 2008 bien que la perspective historique soit limitée parce que la crise est trop récente. La première chose que vous dites c'est que dans une situation de crise on va aller chercher l'économiste faute de recours ; c'est une attitude qu'on retrouve dans plusieurs pays d'Amérique Latine dans un contexte de crise monétaire. C'est le moment où on voit arriver les gens qui ont des PhD, les *Money Doctors*, etc. (il y a eu beaucoup de travaux sur le sujet, voir par exemple Dezalay et Garth). C'est vrai dans de nombreux pays : dans le contexte de transition post

soviétique, on voit émerger l'expert qui est le dernier recours quand le champ politique est dans une situation d'atomisation, de destruction, d'anomie, comme le montrent Kirtchik et Herredia, etc. C'est vrai que l'arrivée de Barre qui est désigné par Giscard d'Estaing comme « le meilleur économiste de France », c'est fort comme acte d'autorité symbolique (qu'est-ce qui lui permet de dire ça ?), c'est typique : il met en place un plan d'austérité... Mais il y a toujours la contrainte du réel. Si on veut entrer dans l'explication du basculement dans la période néo-libérale, il faut entrer dans la gestion des crises : la stagflation<sup>34</sup> des années 1970, la façon dont elle est qualifiée. Il y a un très beau travail, de Vincent Gayon sur l'OCDE sur un moment de bascule en 1977, entre la période keynésienne et la période néo-libérale : dans le rapport McCracken on sent bien le basculement vers une interprétation plutôt néo-libéral qui va être globalement dominant ensuite. Les institutions internationales sont des champs avec des positions dominantes et des positions dominées, des luttes internes. Le FMI est typique : on y voit apparaître des articles sur le néo-libéralisme, mais qui ne sont pas représentatifs de la position de l'institution.

Sur la crise grecque, il y a une position spécifique sur la soutenabilité de la dette où le FMI est plus réservé sur la capacité de la Grèce à rembourser un jour cette dette abyssale, mais reste extrêmement dur sur la conditionnalité : les réformes structurelles, le marché du travail. Sur le versant conditionnalité de l'action des institutions de la troïka, le FMI n'est pas moins libéral ni moins radical que la Commission européenne. Sur la question de l'austérité sur laquelle j'ai pas mal travaillé, le consensus s'est effrité et aujourd'hui la Commission a une position plus modérée : ce n'est pas la position de Stark/Schäuble qui domine officiellement. On conserve les critères, mais on a vu que la Commission avait été relativement souple avec la France. Après 2013-2014, voyant les effets désastreux des politiques d'austérité, le pragmatisme a conduit à un ajustement. Il y avait aussi une contestation très forte : les économistes américains considéraient qu'il s'agissait de politiques totalement hérétiques (la critique de Krugman, la critique de Stiglitz..., puis celle de Piketty). Un front s'est ouvert sur les politiques d'austérité. Quand on lit les textes de la Banque Centrale Européenne (j'ai vraiment travaillé sur les textes), on voit que globalement la doctrine n'a pas changé : il s'agit de positions d'assouplissements très relatifs, de comportements moins brutaux dans l'action lors de négociation avec un État. Comme c'est le cas dans le cadre de la troïka : c'est seulement le cas de quatre pays. Pour la politique budgétaire, le discours reste assez orthodoxe. C'est vrai que la crise de 2008 a donné lieu au même phénomène que vous décriviez à propos de Barre, c'est-à-dire l'arrivée des experts à la tête des États. Faute d'alternative, la situation est devenue vraiment difficile et on va mettre Mario Monti [à la Commission européenne]... Mais cela ne tient pas très longtemps. C'est aussi très instable : on a nommé un expert, on place quelqu'un sur la base de la compétence de son expertise. Papademos<sup>35</sup> en Grèce, cela n'a pas non plus duré. On pourrait faire une lecture de l'arrivée de Macron dans ce sens. Il y a eu plein de comparaisons (Lecanuet, Giscard d'Estaing...). Mais c'est aussi d'une certaine façon Mario Monti : on a mis celui qui est le plus compatible avec les positions d'expertise des institutions. La question est de savoir si c'est une configuration stable dans le champ

---

<sup>34</sup> Conjugaison entre une croissance faible, voire nulle, et un taux d'inflation élevé.

<sup>35</sup> Loukás Papademos a été vice-président de la BCE de 2002 à 2010.

politique. Avec Mario Monti, c'était l'enthousiasme : il avait restructuré le champ politique. Mais électoralement, cela n'a pas marché. Alors que Macron oui, au moins pour l'instant. C'est pourquoi l'analogie avec le système dynamique est pertinente : les crises n'ont pas ralenti le phénomène de montée en puissance de la science économique. Mais elles l'ont changé : la crise des années 1970 fait basculer de la période keynésienne à la période néolibérale. Il est possible qu'on vive aujourd'hui quelque chose de similaire avec un néolibéralisme de plus en plus en difficulté. On ne voit sinon pas par quoi le libéralisme dans certains pays est en train d'être remplacé. C'est la difficulté de la période peut-être. C'est ce qui permet de connecter au fait que des acteurs avec une légitimité académique vont s'impliquer dans l'action publique, vont délaissier les positions académiques, vont finalement quitter le front de la théorie de l'innovation scientifique où les nouveautés émergent, se développent, et où ensuite par un phénomène cyclique, dynamique, ils vont prendre des positions cycliques. Il y a même des dynamiques psychologiques de frustration par rapport à l'action publique. On le voit dans le cas de Cahuc et Zylberberg qui étaient très enthousiastes sur le contrat unique quand Sarkozy s'en est emparé en 2006 : selon eux, on arrivait enfin à libéraliser le marché du travail par une mesure qui abolissait CDD / CDI. Sarkozy s'était rallié à leur position, puis finalement en 2007, il ne le fait pas. On se met à la place des économistes qui ont construit une sorte de design de réforme et qui n'est pas appliqué. C'est très frustrant. C'est sans doute une partie de ce qui explique leur livre plein d'aigreur, très méchant, très violent, ce sentiment d'avoir la bonne solution. Ce qu'on trouve beaucoup moins chez les sociologues qui sont plus réservés sur leur capacité à avoir des solutions à court terme, etc. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne pensent pas avoir de bonnes solutions de politique publique.

**Benoît Prévost** : Vous arrivez à l'identifier dans les enquêtes ? Sur ce discours « on détient... » qui est fondateur de l'économie politique. C'est le discours tenu par Quesnay dès 1750. On est déjà dans ce processus, dans ce discours de vérité par l'usage des mathématiques notamment. Est-ce que cela ressort bien dans les enquêtes ?

**Frédéric Lebaron** : Oui dans les entretiens et les discours écrits. Dans la rhétorique scientifique telle qu'on peut l'analyser, je pense qu'il y a une sorte de permanence par-delà les écoles, et par-delà même les contextes idéologiques et politiques. On va retrouver un peu la même chose dans l'économie marxiste soviétique. L'économie mathématique va être le refuge d'une partie des soviétiques pour faire des choses plus indépendantes du pouvoir et ne pas être impliqués dans certains dysfonctionnements du système par exemple. Cela a été décrit par Olessia Kirtchik qui a travaillé sur l'économie agraire comme discipline en France et en Russie pendant la période soviétique et post-soviétique.

**Véronique Ancey** (socio-économiste, CIRAD) : Ma question s'adresse à l'enseignant : comment se pratique la pluri- et l'interdisciplinarité dans le département où vous enseignez ? Et quel est votre avis sur les tentatives de création de section économique, discutée entre les

économistes sur la revitalisation d'un débat interne sur l'économie qui pourrait se faire dans ou hors l'actuelle section ?

**Frédéric Lebaron** : Je répondrai d'abord à la deuxième question. En tant que président de l'AFS<sup>36</sup>, j'ai été consulté par les collègues de l'AFEP<sup>37</sup> (André Orléan, Agnès Labrousse...). J'ai indiqué qu'à titre personnel j'étais favorable à la création de cette section, je n'ai pas engagé l'AFS sur cette question, parce que je ne suis pas sûr que ce soit à l'AFS de se prononcer. Certains collègues parmi les sociologues sont plus réticents parce que, à mon avis, les sociologues ne voient pas l'intérêt d'une nouvelle section pour eux. Par exemple, les sociologues qui travaillent sur l'économie se sentent bien en sociologie et n'éprouvent pas le besoin d'aller en économie. À titre personnel, je ne sais pas si j'irais dans une nouvelle section, je ne crois pas, dans le sens où on ne se sent pas du tout marginalisés. La sociologie économique n'est pas une discipline marginalisée. Certains groupes post-modernes, etc. peuvent se sentir marginalisés par une espèce de *mainstream*, mais qui n'a rien à voir avec celui de l'économie (ni très excluant, ni très normatif, voire pas assez à certains égards). Ma position est que, vu l'état de la discipline et la nécessité de préserver des écoles hétérodoxes qui sont dynamiques en France, qui sont tournées vers les autres disciplines, et la possibilité de faire un travail, la question n'est pas tant celle de l'interdisciplinarité mais d'un certain type d'interdisciplinarité avec les sciences sociales. On pourrait dire « on est interdisciplinaire avec les mathématiques, avec les neurosciences... », c'est une interdisciplinarité qui est légitime et qui permet d'avoir des financements (des MSH, de l'ANR, des institutions européennes ou autres). Mais on voudrait développer aussi une forme d'interdisciplinarité en sciences sociales. Et je ne vois pas d'autres solutions que de rendre possible (de mon point de vue) le fait que les économies – je ne dirais pas toutes les économies hétérodoxes (terme indigène) mais au moins un peu différentes du *mainstream* – puissent continuer à vivre et à se développer. Les notions de pluralisme méthodologique et de pluralisme théorique, et le fait que le pluralisme se maintient par des dispositifs, me semblent importantes. Je pense exprimer l'avis des sociologues en général. Ils ne seront pas forcément d'accord sur la section au sens où il n'y aura pas d'opposition frontale, mais ils seront d'accord sur l'idée de pluralisme et de pluridisciplinarité.

Le département des sciences sociales à l'ENS : je n'y suis directeur que depuis cette année donc je n'ai pas tout le recul même si je connais un peu l'histoire (je suis aussi un ancien élève). La prépa BL<sup>38</sup> permet cette interdisciplinarité : c'est le système des prépas, c'est très sélectif mais c'est pluridisciplinaire. C'est assez littéraire d'ailleurs mais avec des maths.

**Benoît Prévost** : La réforme du programme de maths cette année dans la prépa BL est en train de plomber drastiquement le recrutement d'étudiants qui ne sortiraient pas de S. Il y a eu des batailles très fortes depuis deux ans au niveau national (sur le programme de maths), là où

---

<sup>36</sup> Association Française de Sociologie.

<sup>37</sup> Association Française d'Économie Politique.

<sup>38</sup> « Lettres et sciences sociales », ou encore « hypokhâgne S », qui intègre les mathématiques aux disciplines littéraires.

on s'attendait à un changement dans le programme d'économie qui n'a pas eu lieu. On attendait un renforcement de la micro et de l'histoire de la pensée qui n'a pas eu lieu.

**Frédéric Lebaron** : En économie dans la prépa BL, il n'y a pas de volonté [à modifier le programme d'économie] même si des collègues aimeraient bien mais ils ne sont pas majoritaires. Et d'autres collègues qui pensent le contraire, « il n'y a pas de raison, la BL a fait ses preuves en économie ». Quand les gens arrivent à l'ENS, en L3 ils vont faire une économie qui est plus mathématique – ce qui a toujours été le cas. Et s'ils veulent faire le Master In Economics, il y a l'idée qu'il leur faut du renforcement en micro, etc., parce qu'ils vont avoir des résultats un peu moins bons que les étudiants passés par la filière éco-gestion, en particulier en micro.

Mais je n'étais pas au courant sur les maths.

**Benoît Prévost** : Ulm a imposé son propre programme.

**Frédéric Lebaron** : Cela ne doit pas venir d'Ulm, mais des économistes d'Ulm. Je ne pense pas que cela vienne de Jérôme Deauvieu, je ne le vois pas réclamer ça. C'est un collègue sociologue à Ulm, quantitativiste. Je doute que ce soit sa position.

**Benoît Prévost** : On nous a dit clairement que seuls les lycéens avec un très bon niveau en maths en Bac S réussiront les épreuves de maths. C'est un processus de sélection très difficile.

**Frédéric Lebaron** : Là en arrière-plan c'est effectivement l'économie qui domine, ce n'est pas un souhait des sociologues ni des historiens.

Pour continuer sur l'ENS Cachan, le département s'appelle « sciences sociales », il y a principalement trois disciplines qui correspondent à la BL : sociologie, économie et histoire. La particularité est que les élèves font deux licences : soit « sociologie et économie », soit « sociologie et histoire »<sup>39</sup>. Du fait d'un processus de rapprochement avec éco-gestion (compliqué), l'idée est de leur offrir d'autres possibilités. Je ne trouve pas normal qu'on n'offre pas la possibilité d'un parcours « histoire et économie » alors que c'est une des voies d'avenir pour l'économie que de renforcer les liens avec l'histoire. Et éventuellement « sociologie et gestion », et pas un seul *mano à mano* de la gestion avec l'économie et d'une gestion définie par l'économie. La gestion est un archipel de sous-disciplines dans lequel les sociologues peuvent aussi avoir des coopérations, des points de contact sur les méthodes : par exemple des gestionnaires font des entretiens ou de l'observation ethnographique, travaillent sur les organisations, etc.

En plus de l'obligation de faire deux licences – cela veut dire que vous ne pouvez pas être économiste sans avoir fait de la sociologie – vous avez un bloc méthodologique très important. Vous allez forcément faire des archives et des méthodes qualitatives, de l'ethnographie. C'est vraiment très sciences sociales de ce point de vue. On a misé sur le fait que les sciences sociales c'est aussi des méthodes et c'est aussi se familiariser et être bon sur un peu toutes les méthodes pour pouvoir ensuite se spécialiser disciplinairement. L'année de M1 est une année de spécialisation disciplinaire où on va plutôt tirer profit de ce qu'on aura appris en économétrie, en maths, en stats, si on va vers le MIE notamment. On a des élèves en M1 qui vont à Paris I en sciences économiques et sociales où ils vont continuer à faire de la pluridisciplinarité puisque le master SES de Paris I comprend de l'économie et de la

---

<sup>39</sup> Depuis 2017-2018, histoire-économie est un bicursus possible.

sociologie (vous pouvez faire un mémoire de sociologie par exemple). C'est un master orienté vers les concours.

En sociologie, on propose un master de sociologie classique à Paris IV. On a aussi SQD : un master de sociologie quantitative et démographie dans lequel j'interviens et dont je suis co-responsable, qui est ENSAE, Cachan et UVSQ. C'est un parcours Saclay. Ce master est entre plusieurs institutions et c'est une sociologie quantitative au contact des méthodes qualitatives... donc un aspect assez interdisciplinaire dans l'esprit : on va faire de l'économétrie mais associée à d'autres méthodes statistiques comme par exemple de l'analyse de réseaux, etc. Ce sont des formations pour lesquelles les effectifs sont encore assez réduits. Ce sont aussi des voies par lesquelles on dépasse les oppositions disciplinaires : quelqu'un de bien formé en sociologie quantitative a un bon niveau en stats, est capable de programmer sous R, de faire à peu près ce qu'il veut avec un logiciel. Il n'a pas à rougir face à un économètre qui a fait le master PPD<sup>40</sup> (master le plus lié au J-Pal en France).

**Cécile Jouhanneau** (politiste, UM3) : En sociologie de l'action publique, on rencontre souvent les gestionnaires au niveau de la mise en œuvre de l'action publique. Comment analysez-vous la relation avec la science économique ? Vous avez parlé des juristes qui étaient plutôt dans une relation de concurrence, qu'en est-il des sciences de gestion ?

**Frédéric Lebaron** : Il y a aussi une concurrence historique entre les deux disciplines sciences économiques et sciences de gestion. Elles sont certes liées très fortement institutionnellement en France (les IAE ont été créés dans les facs d'économie). Mais l'économie est elle-même dépendante du droit, on a là un processus classique de scissiparité. Mais il ne faut pas nier ces rapports de concurrence qui sont importants et d'autant plus complexes que la gestion n'est pas unifiée. Il y a sur ce sujet la thèse de Fabienne Pavis, qui a travaillé sur l'institutionnalisation des sciences de gestion en France. Le secteur de la finance est très lié à l'économie, une partie des sciences de gestion est restée dépendante du cadre analytique et des outils de l'économie, y compris de l'économétrie. Puis il y a d'autres domaines où ce type de raccourci est plus compliqué à faire comme dans le management stratégique qui est en partie de la théorie, en partie de l'utilisation de méthodes qualitatives, etc. La gestion publique est assez proche de la sociologie des politiques publiques. Les jeux d'alliance sont variés, dépendent des institutions, ne sont ni unifiés ni stabilisés. J'ai pu voir que des étudiants formés avec moi en sociologie économique, sociologie des politiques économiques, sociologie des politiques publiques, pouvaient intéresser des collègues de certains départements de science de gestion à condition qu'ils aient le côté quantitatif (très apprécié) et un bon niveau académique. Le problème de la gestion est lié aux écoles de commerce qui attirent par la promesse de hauts niveaux de rémunération les gens qui ont un profil de publication à l'américaine, alors que l'université (en sciences de gestion) a du mal à attirer ces profils. Il y a beaucoup de postes mais peu de candidats, c'est très différents des autres configurations disciplinaires. Du même coup, c'est aussi une voie pour nos étudiants : les sciences de gestion sont selon moi légitimes en termes d'objets. C'est très variable en termes

---

<sup>40</sup> Master Politiques Publiques en Développement de l'ENS de Paris.

de méthodologie, de qualité des travaux (très différenciés, très éclatés). Je me garderai bien d'un jugement.

Dans le cas de la formation économie-gestion à Cachan, le problème du département d'économie-gestion c'est qu'il y a très peu de gestion. Une collègue enseigne la gestion, et des collègues économistes disent « on publie en gestion, il n'y a pas de problème ». Mais ils sont économistes. On voit là que la notion de concurrence entre les disciplines c'est aussi des barrières, des rapports de force entre les disciplines et des enjeux de définition. Certains vont dire que l'avenir de la gestion c'est le neuro-marketing ou le marketing quantitatif : c'est la stratégie qui rapproche certaines évolutions de la gestion de certaines évolutions de l'économie : big data, nouveaux outils, neuro-sciences, etc. Mais il y a d'autres stratégies pour les sciences de gestion pour les rapprocher de la sociologie économique par exemple. C'est déjà le cas puisqu'il y a des gestionnaires qui publient dans des revues de sociologie, des collègues de HEC qui publient dans l'*American Journal of Sociology*, la revue la plus légitime chez les sociologues. Les logiques de concurrence sont très présentes, c'est très dynamique, ce sont des petites communautés. Là il faudrait de la sociologie des sciences attentives à la façon dont cela évolue, à des logiques de publications qui peuvent être assez différentes. Je ne connais pas bien le fonctionnement de la section CNU de sciences de gestion. Ce serait intéressant de la comparer au fonctionnement de la section d'économie (05) en termes de courants, de logique des courants. Je n'ai pas du tout introduit la comparaison avec les sciences de gestion, mais elles sont dans le paysage. Elles ont aussi une connexion *via* la gestion publique avec l'évaluation des politiques publiques, domaine interdisciplinaire dans lequel il y a la science politique, la sociologie... toutes ces disciplines, et en arrière-plan les enjeux de centralité fonctionnelle puisque évaluer les politiques c'est faire un pas vers le contrôle des politiques publiques si on fait une analyse sociologique un peu matérialiste, brutale, mais fondée.

**Éric Soriano** (politiste, UM3) : Vous utilisez les prosopographies, les biographies... Vous avez montré qu'il y a une standardisation des trajectoires de l'orthodoxie. Je voulais savoir ce qu'il en est et comment identifier les marginalisés. Que vont devenir les marginalisés, est-ce qu'il y a des phénomènes de conversion disciplinaire, des phénomènes de conversion thématique... des phénomènes de conversion politique par exemple ? Est-ce qu'on se tourne dans certains pays vers la constitution d'un marché national de l'hétérodoxie ? Est-ce qu'au contraire il y a des réseaux hétérodoxes internationaux ? Comment tout cela s'organise ? Est-ce que c'est visible dans vos ACM ?

**Frédéric Lebaron** : Dans les ACM on voit des hiérarchies. C'est le côté fractal des champs : on retrouve dans l'espace des hétérodoxes des choses qui valent aussi dans l'ensemble du champ. Ce que j'ai observé dans les années 1990 reste vrai, avec l'affirmation dès les années 1980 surtout en France de la domination de l'école de la Régulation parisienne, avec tous les *credentials* académiques (titres, diplômes). Ce phénomène-là existe. Il y a la crise de reproduction de l'hétérodoxie qui est paradoxale puisque dans les années 1970 l'hétérodoxie occupe des positions centrales de l'université, mais pas des grandes écoles (les agrégés du



supérieur). Il y a un problème de reproduction complexe. Dans les facteurs de la difficulté de reproduction il y a des déplacements vers le pouvoir temporel. Emmanuel Monneau le montre et parle aussi d'un processus de division interne extrêmement violent (les phénomènes sectaires de l'après 1968 ont été amplifiés chez les économistes avec des guerres d'écoles, de sous-écoles, de sous-sous-écoles, entre individus). Les départements qui avaient d'assez bonnes positions ce sont retrouvés affaiblis par ces phénomènes-là.

Dans les phénomènes qui ont joué il y a :

- l'endorecrutement (on recrute plutôt son thésard, etc.) plutôt que de choisir l'unification nationale et des mécanismes plus collectifs. Emmanuel Monneau a décrit la crise de reproduction dans le cas d'Amiens : il montre qu'on adopte un processus de sélection qui n'est pas optimal pour renforcer la qualité générale de l'hétérodoxie.
- l'affaiblissement des organisations. Il y a eu dans les années 1970 l'émergence d'organisations d'hétérodoxes (un appel initié notamment par Michel Beaud, etc., au début des années 1970, qui était dans l'esprit post-68). Puis cela s'est essouffé, les revues elles-mêmes ont eu des problèmes éditoriaux – il y a eu le problème Maspéro<sup>41</sup>, il faudrait refaire toute cette histoire. L'économie marxiste se vendait très bien puis s'est complètement effondrée, comme l'a montré Thierry Pouch. Institution par institution c'est ce qui fournit les bases, et qui fait que les hétérodoxes se retrouvent ensuite minoritaires, dans des positions plutôt dominées, périphériques, avec quelques bastions (là, on peut faire une analyse de sociologie politique assez classique du phénomène). Mais il y a plusieurs processus. Après 1995, il y a une première chose avec l'appel des économistes pour sortir de la pensée unique, une nouvelle génération de maîtres de conférences qui émerge et se structure avec quelques figures visibles – on a parlé de Liêm Hoang-Ngoc, Thomas Coutrot, Christophe Ramaux, quelques jeunes femmes, comme Stéphanie Treillet, Florence Jany-Catrice, même si cela n'est pas très féminisé à ce moment-là. Et puis dans les années où la crise de reproduction apparaît comme vraiment grave, où il y a des départements qui basculent, des départements qui étaient perçus comme hétérodoxes qui deviennent très *mainstream*, ou assez *mainstream*, il y a une prise de conscience collective mais tardive. Et c'est là qu'est créée l'AFEP.
- Entre temps, il y a eu des stratégies de conversions disciplinaires (« je suis complètement barré en économie, donc je vais dans d'autres domaines ») comme [Bernard] Friot. Ils sont accueillis en sociologie par exemple, où le CNU, à une certaine époque, est plus accueillant sur les profils pluridisciplinaires. Mais c'est globalement assez marginal. Et ce ne sont pas mes ACM qui me permettent de dire cela. C'est une analyse plus qualitative sur la base d'observations. Mes ACM me permettent de dire qu'on les retrouve dans les sous-espaces des hétérodoxes, qu'il y a un pôle orienté plus temporel et un pôle plus orienté publications, et l'axe international qui fonctionne de plus en plus.
- Effectivement, il y a aussi une stratégie qu'on voit émerger très fortement chez les post-keynésiens en particulier dans la galaxie des hétérodoxes : avoir des revues

---

<sup>41</sup> Par exemple : [https://www.aplusduntitre.org/Site\\_EDITIONS\\_VERSION\\_OK/La\\_libririe.html](https://www.aplusduntitre.org/Site_EDITIONS_VERSION_OK/La_libririe.html)

internationales et finalement adopter un modèle assez en phase avec le modèle global du champ qui passe par les stratégies de publication internationale. Ceci existe aussi un peu dans les réseaux marxistes – « Congrès Marx International » dans les années 1990, des revues. Il y a des cas comme Duménil et Lévy qui publient leurs livres en anglais et n'ont aucun problème d'accès à un marché international.

Ces analyses sont compliquées et il faut être très nuancé dans l'analyse des hétérodoxes, comme on l'est avec l'ensemble du champ. Sans compter qu'une des difficultés aujourd'hui est qu'une partie de l'orthodoxie n'est pas si orthodoxe que cela, il y a un peu de tout dans l'orthodoxie. Est-ce que Piketty est vraiment orthodoxe ? J'ai souvent cette discussion avec des collègues, et j'aurais tendance à dire non aujourd'hui. Il ne se dit même pas économiste, il se dit chercheur en sciences sociales. C'est le sommet de l'hétérodoxie chez les économistes.

**Benoît Prévost :** Quelques remarques sur cette question de conversion. Cela dépendait aussi des thèmes de recherche initiaux des économistes : ceux qui étaient sur leur territoire sont pas mal partis en [section] 24, pas mal sont partis en gestion (ceux qui étaient en économie d'entreprises), etc. Lorsque vous parlez d'un fondement épistémologique et méthodologique qui permet de structurer la domination, est-ce que cela ne se caractérise pas en même temps par la négation de toutes réflexions épistémologiques et méthodologiques qui caractérisent à la fois l'enseignement en économie depuis une vingtaine d'années (c'est une tendance forte), la marginalisation de l'histoire de la pensée économique et de la méthodologie à la fois dans les cursus et dans les processus de valorisation des carrières – la baisse d'influence des hétérodoxes c'est aussi parallèle à une baisse des historiens de la pensée qui étaient assez bien représentés dans leurs réseaux et qui ont explosés dans les années 1990-2000. On voit bien la position de Tirole à ce sujet : cela ne sert à rien de faire de l'histoire de la pensée économique pour apprendre ce qu'ont raconté des gens qui se sont trompés. Ce mépris pour la méthodologie est clairement exprimé dès les années 1960-1970 quand Samuelson disait *ceux qui ont les moyens de faire de la science en font, les autres font de la méthodologie et de l'épistémologie*, ce qui en fait est un précurseur de Tirole... Cela renvoie à la question : comment se définit l'orthodoxie ? C'est un vrai problème de sociologie, comme cela peut être aussi une approche très épistémologique et méthodologique. Mais on voit bien que l'approche épistémologique et méthodologique se heurte à une forme de pluralisme, on pourrait dire de plasticité de l'orthodoxie – c'est ce qui la caractérise aujourd'hui –, ce qui pose la question des publications actuellement en méthodologie et qui s'interrogent sur cette nouvelle place de l'économie comportementale et expérimentale. Ce qui montre bien finalement et si justement, et c'est le paradoxe chez Cahuc et Zylberberg qui ont fait une nouvelle norme méthodologique sans utiliser eux-mêmes cette norme méthodologique, qui reste très minoritaire auprès du grand public. On voit bien que tous ces amendements méthodologiques permettent de reposer les questions qui sont au cœur de l'orthodoxie néo-classique avec le débat soulevés par les Colander et compagnie depuis les années 2000 en disant *l'orthodoxie néo-classique est morte* comme s'il n'y avait pas de nouvelle orthodoxie. Avec la difficulté de définir les dominants qui ne sont jamais définis que par les dominés ; c'est une difficulté de

l'hétérodoxie de n'avoir aucune unité. C'est donc un premier point : comment identifier cette question d'orthodoxie ? Et comment, en tant que sociologue, ne pas être disqualifié par les économistes disant *mais c'est parce que vous ne comprenez pas notre méthodologie et ce qu'est l'orthodoxie* – puisqu'on ne peut pas la définir.

Et une deuxième question sur les rapports de l'économie avec les autres sciences sociales, voire les sciences humaines plus largement, on voit le développement d'une philosophie expérimentale, ce qui est un phénomène assez marquant de ces dernières années. Cela renvoie au rapport de l'économie avec les autres sciences sociales avec le double mouvement impérialiste qui a été de saisir des objets qui jusque-là n'étaient pas discutés – *on va se saisir d'objets qui à la base ne sont pas les nôtres* – et en même temps l'utilisation par les autres sciences humaines et sociales de méthodes qui jusque-là étaient plutôt celles des économistes. C'est aussi la force des économistes d'avoir imposé une forme d'expression du discours scientifique qu'on retrouve par exemple dans la philosophie expérimentale. Il y a une nouvelle méthode dont on peut se saisir même si elle vient de la médecine. Mais du coup ce sont les économistes qui ont donné une légitimité à cette utilisation dans le champ des sciences humaines et sociales.

**Frédéric Lebaron** : Je ne connais pas bien cette philosophie expérimentale dont vous parlez, j'imagine qu'elle est liée à la montée des neurosciences en philosophie analytique. Sur la standardisation, on durcit les cursus de licence et master avec de plus en plus d'heures, très techniques (micro, macro), ce qui évite de faire autre chose puisqu'on n'a plus le temps (de faire de l'histoire de la pensée, etc.). Il faut d'abord acquérir les outils. On rajoute des heures pour se préparer à un apprentissage qui est lui-même prolégomènes à la propédeutique, à la maîtrise de la vraie économie. On augmente sans cesse le niveau. C'est un phénomène global parce qu'il y a une logique de concurrence entre masters (il faut que le master soit perçu comme « au moins aussi bon que »). Les polytechniciens qui sont derrière le MIE ont cette logique par rapport au master de Toulouse School of Economics. Donc, il y a une dynamique du côté de l'enseignement.

Puis il y a le côté de la recherche qui est très différent et crée une espèce de dissonance cognitive énorme. Même Piketty est dedans : d'un côté il adhère au modèle qui s'impose (modèle organisationnel avec des masters très structurés, avec beaucoup d'heures de cours sur des contenus très techniques qui laissent peu de place à l'histoire économique), alors qu'il fait de l'histoire économique tout en disant que dans son master on fait effectivement pas mal d'histoire économique alors qu'il y en a très peu : ce n'est pas du tout un master pluridisciplinaire dans lequel on fera à parts égales de l'histoire et de l'économie avec un travail sur archives, etc. On reste fondamentalement économiste et toujours avec cette boîte à outils de l'économiste. Mais comme elle est de plus en plus énorme, on la porte sur ses épaules avant d'arriver à faire autre chose, y compris de l'histoire où on n'utilise plus vraiment ou seulement très partiellement la boîte à outils d'ailleurs. C'est une situation paradoxale : est-ce que Piketty, qui est entré à Ulm en maths avec deux ans d'avance, avait besoin d'ingurgiter toutes ces maths pour finalement faire de l'histoire peu technique (il n'utilise pas l'économétrie des séries temporelles pour étudier ses séries) ? Donc, je répondrais que du côté de la recherche, il y a de moins en moins d'orthodoxie claire. Le livre

de Cahuc et Zylberberg montre aussi un certain désarroi : ériger en norme ce qu'on ne pratique pas soi-même au prix d'un flou total sur ce qu'est l'expérimentation. Cela répond peut-être à la question de la philosophie expérimentale, adjectif galvaudé. L'économie devrait se ressourcer en permanence à l'épistémologie, à l'histoire des sciences, comme la sociologie essaie de le faire. Quant à la méthodologie, c'est un peu paradoxal : la boîte à outils est limitée mais expansive dans ses limites, c'est-à-dire que sur une base bien définie on va accumuler des choses de plus en plus techniques en excluant des possibles parallèles comme les méthodes qualitatives qui ne sont pas du tout dans le périmètre. L'enjeu serait par exemple de faire entrer les méthodes qualitatives dans les enseignements de master quels qu'ils soient. Cela produirait un phénomène révolutionnaire sur l'attitude des étudiants puisqu'on crée actuellement du conformisme. C'est ce que j'avais perçu en travaillant sur l'ENSAE, une des études de cas de ma thèse. J'étais frappé par le conformisme qu'on entretenait chez les élèves issus de la filière Taupe alors même qu'on aurait dû les ouvrir aux sciences sociales. C'était le contraire chez les BL : ils devaient faire beaucoup de maths pour arriver à rattraper le niveau « idéal » des polytechniciens qu'on ne rattrape jamais, et en-dessous celui des gens qui sont entrés par le concours *MP\**. La situation de l'ENSAE est compliquée. Il n'y a pas eu d'exclusion totale de la sociologie. D'ailleurs dans le CREST (laboratoire de Francis Kramarz et de Pierre Cahuc) il y a, ne l'oublions pas, le laboratoire de sociologie quantitative. Le critère d'existence pour une partie des économistes orthodoxes c'est simplement d'exister dans les classements internationaux, dans les publications en langue anglaise à un certain niveau. C'est un critère « méritocratique » très spécifique.

Je ne sais pas quoi dire de plus sur la philosophie expérimentale. Je ne vois pas bien pourquoi elle serait plus économique que biologique... La notion de philosophie expérimentale est la première locution à l'aide de laquelle on qualifie la science. Les philosophes expérimentaux dans la révolution scientifique du XVIIe – XVIIIe, sont les scientifiques, les gens qui font les expériences et qui vont fonder les sciences expérimentales. Mais je ne voyais pas la domination par l'économie.

**Benoît Prévost** : Pas tant par l'économie. C'était un moment de la légitimation de certaines méthodes qui tout à coup acquièrent un petit poids dans le discours général, qu'on va entendre. On voit le succès de Musseau et compagnie et comment cela déborde le champ académique. C'est ce processus de débordement du champ académique qui tout à coup donne la légitimité à des méthodes qu'on utilise peut-être déjà mais qu'on va requalifier, renommer, parce qu'elles ont acquis une nouvelle notoriété tout simplement. Toujours dans la perspective d'un marché de la recherche, faire valoir une segmentation.

**Véronique Meuriot** (économiste, CIRAD) : L'économétrie se reconstruit dans les années 1970 pour s'adapter aux changements après les Trente Glorieuses, etc. On reconstruit l'économétrie par les séries temporelles pour pouvoir intégrer la dynamique des phénomènes, et quelques temps après cette économétrie n'est quasiment plus enseignée en économie, elle devient petit à petit la chasse gardée des maths, où les gens ne font même pas une seule heure d'économie. Comment est-on passé de cette méthodologie, qui était un peu le faire-valoir des

économistes – les « bons » économistes étaient forcément ceux qui faisaient des maths et de l'économétrie – à la situation actuelle où cette économétrie dynamique est partie vers les mathématiques ? Et pour tout critère scientifique dans les publications en économétrie on va simplement regarder si le coefficient de corrélation est significatif ou pas. Ce qui est une régression totale.

Deuxième chose : en 1936, Keynes publie la *Théorie générale*. Quelques années plus tard, pour faire passer les notions de la *Théorie générale* à ses étudiants, Hicks développe les fameux modèles IS-LM. Hansen, quelques années plus tard, affinera la pédagogie sur les modèles. Spontanément, ces modèles qui ne sont qu'un cadre d'interprétation pour un enseignement particulier d'une macro, issue d'une théorie qui n'appartient qu'à Keynes à l'époque, ces modèles IS-LM donc, deviennent très vite la norme de l'enseignement en économie jusqu'à ce que et les enseignants et les étudiants croient que c'est la vérité de l'économie. Comment est-on passé de cette traduction d'un élément pédagogique à « c'est la vérité » ? Ce n'est pas que mon observation. Pour en avoir parlé avec David Hendry, qui me parlait justement de ces problèmes de l'économétrie, et qui pour finir me donne comme exemple « les modèles IS-LM », « Hicks », « Hansen », « les gens ont cru que... »... C'était la vérité. Et on en est toujours là. Quand j'étais étudiante, on nous enseignait IS-LM comme la vérité.

**Frédéric Lebaron** : La première question renvoie à la question des innovations mathématiques et des développements mathématiques. Qu'est-ce qu'il en reste dans l'enseignement *mainstream* des mathématiques en économie ? Des choses très spécifiques. Contrairement à l'image qu'on pourrait avoir, ce n'est pas aléatoire, mais ce n'est pas non plus la totalité. Il y a un processus de sélection et d'élimination d'un certain nombre de choses. C'est bien décrit dans le cas de ce que des auteurs ont nommé « l'éconophysique » (voir un travail de Gingras) : ce sont des modèles de type dynamique non linéaire, très sophistiqués au niveau mathématique, qui n'ont pas réussi du tout à percer en économie, pas du tout dans les revues. Ils ont été refoulés dans les revues de physique. Cela a été très bien décrit par Gingras, spécialiste de scientométrie. Il l'a vraiment mesuré empiriquement. Et *a fortiori* dans l'enseignement : même s'il y a des enseignements de modèles dynamiques, on ne va pas jusqu'à trop de théorie du chaos, les fractals... Il y a eu des tentatives : j'ai eu comme professeur Gilbert Abraham-Frois à Nanterre qui nous faisait des trucs un peu non linéaires, mais c'était vraiment à la fin quand on avait fait IS-LM et tous les trucs de base.

Il faut expliquer le processus de sélection qui aboutit à la réduction de la diversité en permanence. J'ai en tête des modèles biologiques : on part de quelque chose de foisonnant qui est les innovations mathématiques appliquées aux sciences humaines et sociales (à peu près toutes les mathématiques peuvent être utilisées, potentiellement). C'est un domaine où il y a beaucoup de tentatives. Et c'est vrai qu'on est resté dans un cadre très conforme qui n'a pas du tout bougé, une forme de la statistique mathématique et de l'économétrie réduites à la régression et ses variantes, et à ce qu'on a appelé avec mon maître Henry Rouanet la « fit & test practice », c'est-à-dire une certaine conception de l'inférence statistique assez limitée (qui ne va très loin, on ne se pose pas trop de questions) et qui permet d'établir des routines. Ce que je vois c'est le côté pratique et organisationnel de la chose. C'est du Popper

opérationnalisé, très simple, qui permet de publier, de dire très vite quelle variable joue le plus, des choses sur lesquelles, dès qu'on est un petit peu méthodologue et épistémologue, on risque d'avoir des doutes. Je pense que c'est un générateur de certitudes. On est devant un phénomène dans lequel le système produit de la conformité et du besoin de certitudes, certitudes qui à l'échelle macro (agrégée) créent un désarroi : on ne sait pas ce qui est vrai. Comme avec Cahuc et Zylberberg, on est dans le désarroi total : ils ont l'air très sûr des résultats obtenus sur la réduction de la durée légale du travail, mais ils n'ont regardé qu'un certain type d'articles. Dès qu'on élargit un peu, il y a des résultats contradictoires dans d'autres revues qui ne sont peut-être pas aussi bien classées... Olivier Godechot, un sociologue quantitativiste, directeur de recherches au CNRS et à Sciences Po, a fait une réplification d'un des articles sur lesquels s'appuient beaucoup Cahuc et Zylberberg : il trouve des résultats contradictoires. Réplifications avec les mêmes données et les mêmes méthodes. Cela n'est pas rassurant, sachant qu'on trouve des résultats analogues dans d'autres sciences. Visiblement, [les auteurs de l'article sur lequel s'appuient Cahuc et Zylberberg] ont fait une énorme erreur de codage. Mais l'article est publié, et Cahuc et Zylberberg en font des tonnes et concluent qu'il ne faut pas réduire la durée du temps de travail. L'article qui avait l'air sérieux est en fait problématique.

Donc, il y a une espèce de certitude locale et une pédagogie conformiste qui semble reposer sur une espèce d'algorithmique hyper opérationnel alors qu'à l'échelle agrégée ce n'est pas aussi fonctionnel. On se rassure avec des enseignements qui tournent – comme IS-LM : on sait l'enseigner, c'est pareil pour la régression. Enseigner des choses nouvelles avec des systèmes dynamiques non linéaires extrêmement complexes suppose un investissement assez lourd, s'approprier des maths qui ne sont peut-être pas les mêmes que celles qu'on a apprises... Là, la sociologie est utile parce qu'on comprend les mécanismes de reproduction : l'enseignant reproduit ce qu'il a appris, ce qui le rassure, etc.

L'exemple de la sociophysique, à mon avis c'est pareil. Les séries temporelles c'est la même chose : les innovations sont allées trop loin, elles ont été inabsorbables par la pédagogie, peut-être mal maîtrisées, mal utilisées. Il y a aussi des choses qui sont rejetées parce que pas assez conformes à l'épistémologie popperienne, par exemple, dans une approche trop inductive. Dans l'analyse des données il y a eu des tentatives : Benzécri lui-même a travaillé sur des données économiques, mais les innovations en analyse des données ne sont pas du tout passées en économie. Il y a quelques tentatives à l'INSEE, à l'ENSAE où on enseigne encore les méthodes. Mais c'est comme la classification : ce sont des choses qu'on fait au début et après on fait des modèles, des bons modèles. Et cela c'est sérieux. Il y a une hiérarchie dans laquelle les « pauvres sociologues quantitativistes » sont complètement pris parce qu'ils reconnaissent la légitimité et la supériorité mathématique des économistes et du coup on dénigre les outils qu'ils ont tendance à préférer, on leur dit que c'est descriptif, exploratoire, qu'on n'arrive pas à prouver avec ça. Il y a là une domination disciplinaire terrible, contre laquelle j'essaie de lutter, mais avec mes petites armes face à quelque chose qui est vraiment puissant et très largement intériorisé.

C'est un sujet passionnant mais sur lequel on manque de travaux empiriques. C'est aussi un appel : les économistes hétérodoxes peuvent aussi – à l'instar de Jany-Catrice sur les

recrutements, comme Arthur Jatteau et son équipe d'étudiants critiques sur les cursus internationaux – le faire sur les méthodes (« pourquoi ceci n'est pas enseigné ? »). Il y a beaucoup de choses subversives dans la discipline qui pourraient être faites pour faire avancer les choses dans le bon sens. On ne va pas chercher des méthodes chez les physiciens parce qu'ils les apprécient, mais parce qu'on considère que certains outils mathématiques seraient plus utiles que de reproduire.

Sur IS-LM : avec les modèles DSGE, avec les innovations des nouveaux classiques, c'est perçu par les macro-économistes des banques centrales et une partie de la macroéconomie comme un peu ringardisé quand même par rapport aux nouveaux modèles pertinents, sauf que des gens comme Krugman vont dire « c'est [IS-LM] qui marche, c'est [IS-LM] qui permet d'interpréter la crise ». C'est un retour à IS-LM. Krugman dit que finalement IS-LM est mieux que ce qui est venu après et qui nous a mis dans la situation où on est : cette théorie délirante des marchés efficients, cette idée que la finance c'est la vérité absolue... une espèce de magie complète. Il y avait l'idée qu'on avait des modèles qui paraissaient assez grossiers, assez mécanistes, mais qui au niveau macro permettaient de dire des choses et de faire des diagnostics finalement assez corrects. Je ne dis pas que je suis d'accord avec Krugman, mais je trouve que c'est intéressant comme argumentation pour aller contre l'idée qu'il faut forcément de l'innovation. Parce que dans certains cas cela peut être de la régression justement, un retour en arrière. Je ne dis pas que IS-LM était l'idéal, mais j'ai appris IS-LM, j'ai eu droit à Hicks et j'ai lu *Value and Capital* qui est d'ailleurs, au passage, le livre qui a converti Piketty à l'économie. Je suppose qu'il voulait quelque chose d'assez mathématique, d'assez élégant, esthétique (on trouve beaucoup cela dans les biographies d'économistes, c'est ce qui fait qu'ils ont des dispositions qui les rapproche des mathématiciens ou des physiciens). Ils aiment l'élégance mathématique, des systèmes esthétiques. C'est une valeur importante chez les mathématiciens), et en même temps collant au réel : ils ont un intérêt pour le réel, souvent pour la politique. Aghion est venu à l'économie par la politique : c'est un mathématicien (de Cachan) qui est venu à l'économie par la politique et les maths. Bernanke aussi : c'est un économiste dont la grand-mère a vécu la crise de 1929 et il raconte dans son autobiographie que sa grand-mère lui décrivait les conséquences sociales, tragiques, dramatiques de la crise des années 1930, ce que c'était... Il a été marqué et a gardé cette idée qu'il est important de travailler sur ces sujets « sociaux », au sens large. Il était également très bon en maths, il s'intéressait à la physique, il avait certainement ce goût pour l'esthétique modélisatrice et finalement il a fait de l'économie. C'est à la rencontre des deux d'une certaine manière. C'est ce qu'on retrouve dans beaucoup d'autobiographies, chez Allais, chez Malinvaud (je l'avais interviewé pendant ma thèse), et c'était tout à fait cela, il y avait ce double mouvement : la contrainte du réel (les économistes se préoccupent du réel incontestablement) et ces prédispositions mathématiques qui conduisent parfois à des équilibres à trouver un peu bizarre, et ce phénomène des théories ultra-libérales mathématisées qui vont apparaître dans les années 1970 et s'imposer comme la norme parce qu'elles sont associées à la financiarisation (elles ont un lien étroit avec le secteur financier et la généralisation des mécanismes financiers).

**Benoît Prévost** : Sur ce rapport au réel précisément, quand on voit le degré de sophistication et l'absence totale d'évolution du discours sur le réel, je suis d'accord pour la définition de l'orthodoxie sur l'idée que quand Keynes la définit c'est celle du Trésor britannique. Est-ce que ce rapport au réel ne se modifie pas dans la carrière des économistes, dans les trajectoires ? Il y a un tas de collègues qui, lorsqu'ils écrivent, se contrefoutent du lien entre le papier (les recherches qu'ils vont développer) et une quelconque application, un quelconque usage réel, etc. On voit bien que le modèle est développé pour le modèle. C'est une espèce de sujet de niche : on fait varier deux ou trois paramètres dans le modèle et cela fait deux ou trois articles, et c'est bon pour la qualification [CNU] ensuite. On est vraiment dans une logique d'*homo economicus* appliquée aux chercheurs. Après, ils reviennent dans le réel et admettent avoir appliqué n'importe quoi en termes de théorie économique, ce qui les aura conduit à faire pas mal d'erreurs en termes de mise en œuvre de politique, mais ensuite ils retrouvent une certaine lucidité. Le qualifié comme « iconoclaste » par la profession n'est plus du coup économiste. Vous parliez du discours des Nobels et de leur posture ultérieure : comment repérer les Nobels à la Tirole (qui n'ont aucune humilité vis-à-vis de leur science) et celle d'autres éminents Nobels récents – je pense à Vernon Smith, qui a joué un rôle très important dans le développement de l'économie comportementale et quand on voit son discours de Nobel, il est extrêmement précautionneux dans l'utilisation de tout ce qu'il a pu produire au cours des dernières années, de la méthodologie utilisée. On voit donc des postures de Nobels très différentes d'un point de vue épistémologique : ceux qui sont vraiment radicaux à la Tirole « je sais tout, j'ai raison... ». Il y a donc quelque chose d'intéressant par rapport au réel. Et du coup, est-ce que dans la proximité avec les sphères de pouvoir vous avez des travaux sur les économistes proches des sphères de pouvoir au niveau national (les relations avec les grands corps d'État et la manière dont l'économie est enseignée dans les grandes écoles de formation). Est-ce que c'est toujours vrai quand ensuite on redescend au niveau du travail que font beaucoup d'économistes avec les régions, les départements, où là il y a un souci de rapport au réel peut-être plus important. Est-ce que ce sont les mêmes économistes avec les mêmes trajectoires, les mêmes formations, etc. ?

**Frédéric Lebaron** : Je n'ai malheureusement pas fait d'analyse d'évolution des Nobels après leur Nobel très poussées. Il y a le cas de Friedman que j'ai cité, de Tirole... ceux pour qui c'est vraiment le sésame, le point d'entrée dans une forme d'autorité médiatique générale – cela existe aussi chez les médaillés Fields avec Villani – on a quelques phénomènes comme cela. Il y a une grande différenciation des Nobels : j'ai une étude prosopographique – je n'ai pas publié les ACM (même si j'ai plusieurs articles à partir de ça) – qui montre qu'il y a une grande diversité sociale, de trajectoire académique. Cela tend à s'uniformiser. C'est à ma connaissance le seul Nobel dans lequel la proportion d'États-Uniens en poste est croissante (c'est un Nobel qui, au lieu de se diversifier, se concentre) – ce qui est paradoxal comparé aux autres disciplines scientifiques où il y a de plus en plus d'Indiens, de Japonais, etc. et qui n'ont pas forcément fait leur carrière aux États-Unis. Là c'est un Nobel très particulier du point de vue du profil de ceux qui l'ont. Il y a eu une génération sociale-démocrate et des gens d'origine beaucoup plus modeste avec des parcours assez différents et des rapports à l'économie (l'exemple de Myrdal qui est très critique même quand il a le Nobel. Il dit



d'ailleurs « l'autre [s'agissant de Hayek avec qui il partage le prix cette année-là] n'aurait pas mérité de l'avoir ». Hayek a démolé Gunnar Myrdal en conséquence. Dans la préhistoire du Nobel, en 1974, c'est la trace de tensions parmi les potentiels lauréats, et je pense que cela existe toujours. Ce que j'ai repéré comme grande division c'est la division 'côte Est (néo-keynésiens à tendance assez critique depuis la crise) / Chicago (qui restent très présents dans les nobélisés)'. Même si Tirole est passé par le MIT [État du Massachusetts], il ressemble à certains économistes de Chicago. Ce n'est pas qu'une affaire d'institutions, c'est une affaire de profils, de trajectoires qu'il faut creuser, dans laquelle l'origine sociale est importante. J'ai observé, sur des petits effectifs, qu'il y avait une opposition entre les Scandinaves sociaux-démocrates (plutôt fils d'instituteurs ou d'enseignants, et les néo-libéraux plutôt issus de familles d'immigrés, de migrants américains, avec des parents ayant souvent le profil d'entrepreneur à l'américaine : le père avait créé son entreprise et il y avait une mobilité intergénérationnelle qui pouvait être associée au rêve américain) : on retrouve ce profil chez Buchanan. Il y a aussi un aspect géographique intéressant. Mais il faut bien connaître la société américaine pour pouvoir creuser cela.

Pour Tirole je n'ai pas d'information. En revanche, je pourrais vous parler de la relative modestie de Malinvaud. C'est quelqu'un issu d'un milieu plutôt bourgeois, famille de juristes si mes souvenirs sont exacts, mais de Limoges, provincial. Il est reçu à Polytechnique ce qui est le summum de la réussite. Il est allé aux États-Unis. Les cours de Allais l'ont beaucoup aidé en lui permettant de structurer sa pensée, même si c'est à la *Cowles Commission* qu'il aura le plus appris : la vraie économie, moderne, formalisée, etc. Il avait un rapport assez modeste et assez pluraliste aussi aux différents types de savoir. Il était évidemment critique sur les marxistes, mais il les laissait vivre à l'INSEE (ce qui n'est pas du tout dans la tendance aujourd'hui ; depuis une trentaine d'années il fallait clairement éliminer les opposants dans les organisations).

Il faut différencier les habitus, entrer dans les analyses de trajectoire un peu fines (ce que j'ai fait dans ma thèse, que j'ai continué avec les banquiers centraux). C'est difficile parce que l'idéal est d'avoir des entretiens, observer les gens, être capable de sociologiser leur parcours. Je n'ai pas pu le faire pour l'instant sur le cas Tirole : j'ai pas mal d'éléments mais pas suffisamment pour comprendre cet ethos très particulier et cette hexis corporelle, il y a une attitude même physique de l'économiste...disons, arrogant. Ils le sont plus ou moins.

Sur la question du rapport au réel, ce ne sont pas les mêmes. C'est la hiérarchie, qui est aussi une hiérarchie de niveau : il y a ceux qui agissent au niveau des organisations internationales – on a parlé de Stiglitz, Banque Mondiale, etc., qui sont dans le macro, international – et des économistes plus sectoriels qui vont intervenir sur des missions plus de conseil, en politique du transport, sur la création du métro de Lyon (voir la thèse de Harold Mazoyer) : le rôle des économistes du transport a été très important. Mais ce sont des économistes appliqués lyonnais ; au début ils étaient néo-classiques mais ils faisaient de l'empirie. Cette contrainte de l'empirie est devenue très forte et amoindrit le comportement qui consiste à faire des modèles juste pour publier. Pour publier, il faut des données. Mazoyer avait observé auprès des économistes du transport qu'il s'agissait plutôt de locaux mais qui avaient une insertion internationale, des réseaux, un capital et des relations politiques, mais qui n'avaient pas du

tout la visibilité d'un Malinvaud. C'est pourquoi on a eu tendance à réduire les économistes d'État à Malinvaud, mais ce n'est pas du tout représentatif, parce qu'il y a des échelles de l'action publique et que les économistes sont présents à tous les niveaux. Ensuite dans les années 1970, Mazoyer raconte qu'après 1968 il y a un basculement très lié à l'évolution au ministère des transports : à côté des gens du corps des Ponts (il y a déjà parmi eux des déviants, des hétérodoxes : Lipietz...) il y avait des chargés de mission des écoles de commerce ayant fait de l'économie ou de la sociologie, qui vont renouveler l'approche dans une perspective multicritère, tournée vers l'environnement, moins dans l'optimisation et le calcul économique (ce sera du calcul économique « revu ») même s'il continue d'exister aujourd'hui, y compris au ministère des transports, comme le montre la thèse de Patrice Mourra, lui-même spécialiste de calcul économique.

**Frédéric Lançon** : Dans un univers où les personnes travaillent sur les pays en voie de développement, on est confronté très souvent à l'absence de données. On a donc des difficultés à alimenter la machine et à traiter des données, construire des échantillons suffisamment importants. On est souvent dans le « bricolage ». Comment travailler en économie sans statistiques ? J'ai travaillé avec des collègues de l'INRA sur de la modélisation sans échantillon. On peut s'écarter de l'idée de la convergence et travailler sur du hasard, de la probabilité, etc., qui permettent de comprendre que la vérité n'est pas unique. Dans les parcours que vous avez suivis, est-ce que cette dimension d'une économie qui ne peut pas s'appliquer dans des environnements où on ne peut pas disposer de tout l'arsenal statistique apparaît ?

**Frédéric Lebaron** : quand j'ai fait des études d'économie, en parallèle à des études de sociologie, un des domaines qui m'intéressait le plus était l'économie du développement. J'ai interviewé des économistes du développement (Pierre Salama par exemple), je voulais comprendre ce qui se passait à l'IEDES... Une certaine hétérodoxie avait pu se maintenir même s'il y avait aussi une orthodoxie pesante. Il me semblait que c'était un des secteurs de la discipline économique les plus ouverts à des méthodologies plus qualitatives par la force des choses, et puis d'avoir un minimum de connaissances anthropologiques voire linguistiques. Inversement j'ai vu une soutenance de thèse d'un économiste du développement, qui n'était je crois jamais allé dans le pays sur lequel il avait travaillé et qui avait des conclusions très claires sur le système éducatif, etc. On pouvait se demander si les données elles-mêmes n'étaient pas problématiques, ce que son jury n'avait pas manqué de faire.

Je pense justement que le succès de J-Pal est lié à ce que vous dites : eux, produisent leurs données. C'est très cher, mais c'est un dispositif qui génère de la production de données, ainsi que leurs interprétations et leurs publications. Ils maîtrisent toute la chaîne : on leur propose un dispositif et de l'argent : la Banque Mondiale... ils ont énormément d'argent – la thèse de Arthur Jatteau montre qu'on est là sur des millions de dollars, on est sur une autre échelle de la science, on est vraiment dans la *big science*. Là, on peut produire de la donnée. On arrive à substituer aux défaillances du système public (très lacunaire dans beaucoup de pays, voire

inexistant). Cela explique leur succès académique. En termes de politique publique, je ne suis pas sûr que ce soit un succès. D'ailleurs la conclusion de Arthur Jatteau dans sa thèse est qu'il n'y a pas pour l'instant de généralisation des résultats, même lorsque les effets sont positifs. Donc, c'est assez limité et reste à démontrer non pas du point de vue académique qui est avérée, mais du point de vue des dispositifs de politique publique auxquels cela peut donner lieu.

La simulation entre un peu dans les analyses qu'on faisait sur ces innovations mathématiques ou ces outils mathématiques qui ne sont pas forcément pris au sérieux dans un cadre un peu *mainstream*, un peu limité et conformiste. La différence avec la sociologie est flagrante : en sociologie, on est attiré par ce genre d'innovations et donc il y a des gens qui font des modèles multi-agents, plein de choses très innovantes et en même temps on ne voit pas toujours l'efficacité ou la pertinence. L'innovation et la pertinence ne sont pas toujours liées. Peut-être que le système des revues en économie du développement est plus ouvert. Beaucoup de phénomènes en économie s'expliquent par les débouchés de publication, ce n'est pas comparable d'un sous-domaine à l'autre. L'histoire de la pensée, l'épistémologie, présentent une tout autre configuration que la macro ou tel domaine de la micro-économétrie même s'il y a pas mal de dynamique aussi. En scientométrie (cela a été observé par les sociologues des sciences), il est frappant de voir qu'en économie existe un noyau dur qui contrôle la discipline, avec un paradigme, avec des normes très fortes. Ce qu'on ne retrouve pas dans les autres disciplines. En sociologie, il n'y a pas ce phénomène : dans l'*American Journal of Sociology*, on peut avoir un article hyper qualitatif, complètement théorique, un compte rendu de lecture critique. Tout est possible si cela répond à des normes de qualité et d'évaluation. Il n'y a pas ce sentiment de normalisation qu'on peut ressentir lorsqu'on écoute les collègues économistes raconter leurs déboires de publication, disons plus largement leurs expériences de publication.

Les pays en développement sont un objet de questions spécifiques. Avec la domination des organisations internationales (le poids de la Banque Mondiale...), d'un *mainstream* académique et para-académique public institutionnel.

**Jean-Philippe Colin** : Pour rebondir sur une vision très optimiste de la production empirique dans des contextes du sud. S'agissant de la production de bases de données lourdes, qui permettent ensuite de mobiliser des techniques quantitatives, je serais plus réservé parce que concrètement quand on voit le manque de réflexion sur les concepts qui sont mobilisés (la famille, le marché, les droits de propriété, etc.) et la non-reconnaissance du fait qu'il est des domaines pour lesquels la collecte de données est extrêmement compliquée, et que ce n'est pas en parachutant des escouades d'enquêteurs qu'on collecte des données de qualité (*garbage in / garbage out*), on n'en parle jamais : il y a à la fois une rigueur extrême de plus en plus marquée dans le traitement quantitatif (sur l'hétérogénéité, etc.) mais une absence totale de réflexion sur les concepts et leur adéquation, les catégories, les unités, et la qualité des données qu'on peut produire. J'ai fait récemment tout un investissement sur une littérature

académique sur des bases de données lourdes dans des contextes d'Afrique subsaharienne sur les relations droits de propriété / investissements... C'est assez surréaliste.

**Benoît Prévost** : En économie du développement, on utilise toujours les bases de données de la Banque Mondiale, qui ne coûtent rien, et on produit toute une série d'article avec ces données qui ne coûtent rien.

**Frédéric Lebaron** : On est dans la méthodologie et l'épistémologie. Jatteau a été assistant et a pu montrer, en expérimentant l'expérimentation de l'intérieur, qu'on faisait plein d'observations ethnographiques intéressantes, qu'on voyait plein de choses mais qu'il n'en restait rien dans le processus de production de données, voire un appauvrissement terrible de ce qu'on pouvait voir sur le terrain y compris d'interactions, de choses passionnantes. C'est désolant : avoir autant d'argent pour réaliser des expérimentations lourdes et finalement en tirer des choses simplement conformes aux normes de publication et effectivement utiliser des doubles différences, des techniques bien maîtrisées et relativement sophistiquées (pas forcément très sophistiquées dans le cas du J-Pal), sur une base un peu friable.

**Nelly Leblond** (doctorante, géographie) : On observe beaucoup depuis les années 1990 dans les pays africains l'arrivée d'une boîte à outils universelle.

**Frédéric Lebaron** : J'aurais tendance à penser comme vous, c'est-à-dire qu'il y a effectivement un double discours plutôt qu'une pure et simple adhésion. On le voit déjà chez une partie des économistes orthodoxes chez nous « je fais ça pour publier mais en même je ne suis pas complètement dupe », « les sociologues sont des guignols mais en même temps on les écoute un peu ». Tout à l'heure on m'a demandé si en étant sociologue on ne se condamnait pas à n'avoir aucune reconnaissance en économie. Oui, on se condamne à ne pas entrer dans le jeu. C'est un choix. C'est ce que j'explique à mes doctorants quand ils veulent avoir la qualification en économie : s'ils veulent la qualification en économie, c'est qu'ils veulent être reconnus comme économiste et donc entrer dans ce jeu-là. C'est un choix, il faut l'assumer. On essaie d'avoir des doubles qualifications sociologie et économie, ce qui n'est pas du tout évident au CNU. Cela suppose de remplir un cahier des charges qui n'est pas du tout évident, même en économie hétérodoxe. C'est normal, puisqu'on n'a pas la même façon de concevoir nos disciplines. Autant entre la sociologie et la science politique il y a des convergences extrêmement fortes qui font que les collègues vont évaluer le même dossier à peu près de la même façon, autant cela n'est pas du tout le cas entre la sociologie et l'économie. On voit bien là l'enjeu symbolique.

Double discours, oui. Mais c'est un programme de recherche que vous évoquez. La formation anglo-saxonne est assez universelle (pays anglo-saxons, pays en transition post-soviétique) : les cadres des banques centrales se forment dans des lieux internationaux, il faut passer par le FMI, la BRI... des lieux de socialisation qui sont des passages obligés dans un parcours pour accéder à certaines fonctions, même dans une banque centrale d'une monnaie très faible qui n'est pas une devise-clé. C'est peut-être le secteur le plus intéressant à étudier parce que le poids de la norme y est très important.

**Benoît Prévost** : On parle de mort de l'économie néo-classique et pourtant ce qu'on fait en économie du développement ce sont des modèles d'équilibre général ou de la micro-économie. Un article de Ravi Kanbur de 2002 après son expérience à la Banque Mondiale, où il montre comment les experts de la Banque Mondiale, même lorsqu'ils savent que leurs outils ne marchent pas, quand ils doivent traduire le résultat de ce qu'ils observent en préconisations de politique économique, continuent à préconiser ce qu'ils ont l'habitude de préconiser parce qu'ils ne savent pas faire ce processus de traduction quand ce qu'ils observent ne correspond pas à la théorie. C'est sur ces mécanismes de traduction que la sociologie apporte des choses intéressantes.

# *Atelier de méthodologie*

Cycle de réflexion sur l'histoire des pensées

*Cahiers des AME n°5*

---

## ***La domination des économistes – Éléments d'interprétation***

***CONFERENCE de Frédéric Lebaron***

p.3

***DISCUSSION***

p.29